

Le capital social dans l'intégration des jeunes adultes issus de la migration au Luxembourg

Université du Luxembourg

Le projet « Le capital social dans l'intégration des jeunes adultes issus de la migration au Luxembourg » a été réalisé dans le cadre du Plan d'action national d'intégration (PAN) 2020 entre juillet 2020 et mars 2021 grâce à un financement du Département de l'intégration du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

« Les opinions et interprétations exprimées dans cette publication engagent uniquement leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région »

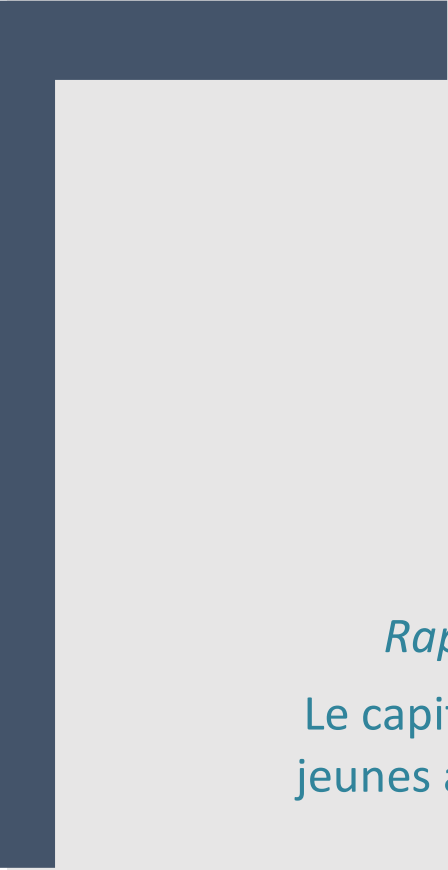


Avec le soutien de :



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille, de l'Intégration
et à la Grande Région

Département de l'intégration



Rapport final Projet PAN 2020

Le capital social dans l'intégration des
jeunes adultes issus de la migration au
Luxembourg

Volha Vysotskaya

José Oliveira

Birte Nineaber

2021

Université du Luxembourg

Le projet été financé par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

Table of Contents

1. <i>L'introduction</i>	3
Jeunes adultes	3
<i>Agency</i> et structure	5
Capital social	6
Parcours de vie des jeunes migrants	8
2. <i>Analyse des données secondaires</i>	9
3. <i>Méthodologie</i>	22
4. <i>Analyse des données qualitatives</i>	23
1. Réunification familiale - suivre un parent	24
2. Regroupement familial - rejoindre un conjoint	26
3. Demande de protection internationale	28
4. Les études - l'éducation	29
5. Migration liée au travail	30
5. <i>Indicateurs de développement du capital social</i>	32
1. Capacités et ingéniosité individuelle	32
2. L'autrui significatif	34
3. Les organisations : organisations semi-formelles et organisations informelles	36
6. <i>Discussion des résultats et de l'impact du Covid-19</i>	41
<i>Conclusion</i>	44
<i>Bibliographie</i>	46

1. L'introduction

Depuis l'indépendance du pays en 1839, la population luxembourgeoise n'a cessé d'augmenter et cette croissance de la population a été particulièrement remarquable au cours des 50 dernières années. En 2020, le taux de croissance de la population était de 1,66% et l'âge médian, relativement bas, de 39,7 ans (Woldometers, 2021).

Par ailleurs, la part des ressortissants étrangers dans la population totale du Luxembourg est très importante et s'élève à 47,2% en 2021 (Statec, 2021). La majorité des migrants résidant au Luxembourg sont originaires d'un État membre de l'Union européenne. Les Portugais y représentent la plus grande communauté étrangère. Pourtant, le taux de ressortissants de pays tiers n'a cessé d'augmenter ces dernières années et, en 2018, 7,3% des ressortissants étrangers au Luxembourg étaient originaires d'un pays tiers (EMN Luxembourg 2018).

En ce qui concerne la mobilité des jeunes à court terme au Luxembourg, celle-ci figure parmi les plus élevées au sein des États membres de l'Union européenne (MOVE 2017). Ce phénomène peut être expliqué par une multitude de facteurs socio-économiques et historiques tels que les tendances migratoires au sein des pays de l'UE, la migration depuis le Portugal, la forte mobilité des étudiants ou encore la migration continue des communautés établies (Italiens, Portugais, etc.).

Jeunes adultes

Qu'entend-on par « jeune » ? Selon les traditions académiques et socio-politiques, nous considérons « jeune » toute personne âgée de 15 à 39 ans. Au Luxembourg, selon les sources étudiées, cette catégorie sociodémographique peut comprendre les personnes âgées de 15, 16 ou 18 à 25 ou 29 ans. Dans certains documents juridiques ou provenant d'organismes chargés de l'accompagnement des jeunes adultes, cette catégorie peut exceptionnellement être élargie aux personnes ayant jusqu'à 35 ans (MOVE 2017).

Les « jeunes » regroupent trois catégories sociales : les enfants, les adolescents et les jeunes adultes. En outre, la catégorie des « jeunes » comprend non seulement un critère d'âge mais aussi un certain nombre de critères sociaux. En effet, la jeunesse se définit également par le rôle institutionnel des individus au sein de la société. C'est ainsi que certains textes juridiques tels que la loi de 2016 sur la jeunesse, (article 3) établissent une typologie des "jeunes" en fonction de leur relation à une institution, telle que l'école :

- « 1) *par jeunes enfants, les jeunes enfants de moins de 4 ans,*
- 2) *par enfants scolarisés, les enfants âgés de plus de 4 ans et de moins de 12 ans ou n'ayant pas quitté l'enseignement fondamental ou l'éducation différenciée,*
- 3) *par enfants, les jeunes enfants et les enfants scolarisés,*
- 4) *par jeunes, les personnes physiques ayant quitté l'enseignement fondamental ou l'éducation différenciée et âgées de moins de 30 ans... ».*

Ainsi, dans les contextes institutionnels ou juridiques, la catégorie « jeunes » est définie à la fois sur des critères biologiques et - surtout - selon la position socio-institutionnelle des individus dans la société. Par exemple, dans le cas de la loi de 2016 sur la jeunesse, est considérée « jeune » toute personne physique âgée de moins de 30 ans ayant abandonné l'enseignement général ou spécialisé : « *par jeunes, les personnes physiques ayant quitté l'enseignement fondamental ou l'éducation différenciée et âgées de moins de 30 ans* » (Art. 3, point 4). Cette représentation de la jeunesse entre en résonance avec la logique traditionnelle des institutions dans laquelle cette période de la vie est « caractérisée par l'éducation formelle menant à l'âge adulte ; structurée par des systèmes d'emploi et de sécurité sociale standards » (Stauber & Walther, 2006 : 245). Pourtant, « les transitions des jeunes adultes s'étendent de plus en plus à des domaines sociaux moins formalisés » (Stauber & Walther, 2006 : 245).

En effet, la catégorisation de la jeunesse, de son début et de sa fin est intangible et vague. Selon Pierre Bourdieu, cette étape de la vie est une période floue, confinée dans une certaine période de temps dans une réalité sociale (Bourdieu, 1992). L'âge adulte à 18 ans est un rite de passage qui marque une nouvelle étape de la vie. Une définition plus large de la transition d'âge (de 18 à 27 ans selon la loi du 16 décembre 2008) met l'accent sur cette phase comme un processus qui offre de la flexibilité et des espaces d'expérimentation. Ainsi, en considérant la jeunesse comme un processus de transition entre l'enfance et l'âge adulte, il est essentiel de prendre en compte les caractéristiques psychosociales et les efforts de développement spécifiques à cette période, dans un cadre de référence plus ou moins institutionnalisé.

Le projet SOCAMI vise à démontrer la richesse particulière de la phase de transition vers l'âge adulte en termes de capital social et d'expérimentations (relations professionnelles, relations amoureuses, visions du monde, etc.). Ainsi, ce projet soutient la position selon laquelle les jeunes, et parmi eux les jeunes migrants, devraient pouvoir consacrer du temps à ces différentes expériences qui participent à construire l'identité adulte. De nos jours, n'étant plus limitée à l'âge biologique et à une série de rites de passage formels (service militaire, mariage, premier travail, etc.), l'acquisition du statut d'adulte est devenue floue et les trajectoires de transition retardées de manière exponentielle. La définition de l'âge adulte est plus subjective et repose de plus en plus sur un sentiment d'acquiescer la responsabilité de sa propre vie. En outre, les parcours scolaires prolongés, les difficultés à entrer dans le monde du travail et la normalisation de la culture de la jeunesse prolongée, ont conduit à une extension presque normative des explorations identitaires, typiques de l'adolescence, à une décennie entière. En résulte alors une extension consécutive de la période de transition vers l'âge adulte. Les difficultés principalement liées à la transition entre l'éducation et l'emploi ont conduit à la prolifération de trajectoires en « yo-yo » (intercalation de périodes d'emploi et de chômage) et en « boomerang » (départ et retour au domicile des parents en raison des difficultés rencontrées pour se payer un logement indépendant), avec pour conséquence une perte de linéarité des parcours de transition. Ainsi, les trajectoires de transition sont devenues plus individualisées, moins normatives et dépendent de plus en plus des *capacités*

agentiques (agentic capacities) des jeunes et des ressources associées, bien que les déterminants socio-structurels exercent encore une position dominante.

Afin de pouvoir envisager la jeunesse comme un projet de développement dans un cadre individualisé, le projet SOCAMI se propose d'explorer comment les jeunes migrants situent leur temps de jeunesse à travers l'axe de la migration. En ce sens, il est non seulement important de comprendre de manière empirique ce qu'être une jeune personne signifie, mais surtout ce qu'être un jeune migrant vivant au Luxembourg peut représenter. Quels sont les défis auxquels les jeunes migrants résidant au Luxembourg sont confrontés lors de leur transition vers l'âge adulte ? Sur qui et sur quoi s'appuient-ils pour trouver leur place dans la société en devenant adultes dans leur pays d'accueil ? Telles sont les questions qui guident l'exploration du concept de "jeunes migrants" dans ce projet.

Agency et structure

Bien que les structures sociales telles que le sexe, l'âge, l'ethnicité et la classe sociale exercent toujours leur influence, l'individualisation progressive des parcours de vie a fait une place croissante à l'action individuelle dans l'élaboration de la transition vers l'âge adulte. De la même manière, le déclin du rôle normatif des déterminants structurels a donné aux jeunes une plus grande capacité à construire leurs parcours de transition et les a obligés à le faire avec moins d'encadrement. Par conséquent, les *capacités agentiques (agentic capacities)* des jeunes adultes sont nécessaires pour construire des identités adultes significatives et viables et pour compenser le manque croissant de normativité induit par le déclin progressif des déterminants structurels. En ce sens, *l'agency* peut être définie comme la capacité des individus, en tant qu'acteurs sociaux, à réfléchir à leur position, à concevoir et à mettre en œuvre des stratégies pour construire des projets de vie qui ont un sens pour eux. Ainsi, *l'agency* souligne que les êtres humains ont, dans une certaine mesure, les moyens et les possibilités de contrôler et de façonner leurs actions (Sewell, 1992). Les *capacités agentiques* façonnent les actions individuelles et permettent de rendre compte consciemment de ses activités et des raisons qui les motivent (Giddens, 1984). En ce sens, les individus deviennent acteurs de la construction de leur vie s'ils sont conscients de ce qu'ils font dans leur vie quotidienne, s'ils ont une image cohérente de leur activité personnelle, s'ils ont un certain degré de contrôle sur leur environnement social et sont capables d'agir en conséquence. D'une certaine manière, la notion *d'agency* se rapproche de la notion de « champs » qui permet d'appréhender « l'entre-deux » de la macro et de la micro-structuration des parcours individuels, en évitant un récit dichotomique et opposé de la structure et de l'agence (Bourdieu, 1998 ; Fligstein & McAdam, 2012).

D'un point de vue relationnel (Sheller & Urry, 2006), *l'agency* et la structure ne doivent pas être considérées comme séparées, mais plutôt comme intimement liées. *L'agency* modifie les conditions structurelles dans un champ social plus large de changement et de développement (de Haas, 2014 ; van Houte, 2016) tandis que la structure offre le contexte, les opportunités et les contraintes de la prise de décision et des futurs choix d'actions. Dans ce contexte, la

migration doit être considérée comme une pratique sociale ancrée dans des contraintes sociales, culturelles ou économiques spécifiques, qui façonnent les situations sociales et initient un mouvement continu, ouvert et souvent imprévisible. (Tomei, 2011 : 9; Skrobanek & Jobst, 2019).

Capital social

Le mouvement d'intégration mentionné ci-dessus, à l'intersection des facteurs structurels et agentiques, peut être observé dans le processus de formation et de développement des réseaux sociaux qui est au cœur des trajectoires d'intégration des jeunes migrants.

Pour aborder ce processus, le projet s'inspire de la terminologie du capital social. Ce faisant, il est important, d'une part, d'introduire la notion de Bourdieu qui définit le capital social comme « la somme des ressources, réelles ou virtuelles, qui revient à un individu ou à un groupe du fait de la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées de connaissance et de reconnaissance mutuelles » (Bourdieu, à voir Bourdieu & Wacquant, 1992 : 119). En ce sens, nous envisageons l'influence d'un corpus plus solide et invariable d'actifs sociaux institutionnalisés, issus de la transmission intergénérationnelle, qui impose un ensemble de possibilités et contraintes au développement effectif des trajectoires d'intégration des migrants. D'autre part, nous nous référons à la définition du capital social proposée par Putnam, à savoir l'ensemble des « caractéristiques des organisations sociales, telles que les réseaux, les normes et la confiance qui facilitent l'action et la coopération dans l'intérêt mutuel » (Putnam, 1993 ; 2000). En effet, il est impératif de considérer cette notion comme un moyen de mieux rendre compte de l'interaction dynamique entre *l'agency* et la structure dans les processus d'intégration des migrants. Deux types de capital social sont envisagés dans cette perspective : d'une part le capital social affectif (*bonding*) et d'autre part capital social relationnel (*bridging*). Le capital social affectif désigne les relations ou les associations établies au sein d'un groupe social ou d'une communauté, tandis que le capital social relationnel fait référence aux relations ou associations établies entre des groupes sociaux caractérisés par un ensemble de critères tels que la classe sociale, l'ethnie, la religion, le pays d'origine ou d'autres facteurs socio-démographiques et socio-économiques pertinents.

Pour Bourdieu comme pour Putnam, la recherche sur le capital social a beaucoup progressé depuis que ces concepts ont été proposés et s'est consolidée autour d'une compréhension du capital social faisant référence aux normes et aux réseaux de coopérations sociales. Formulée à l'origine par les sociologues (Bourdieu, 1986 ; Coleman, 1990), le concept de capital social a été repris par des économistes et des politologues (par e.g. Putnam, 2000), à la fois dans la recherche et la théorie (Patulny & Svendsen, 2007: 32). Malgré l'utilisation du concept depuis une dizaine d'années dans la théorie et la recherche en sciences sociales, de nombreuses études ont encore tendance à réduire la complexité du capital social en un seul

concept fourre-tout. En outre, il est rare qu'une même étude considère à la fois le capital social relationnel et le capital social affectif (Patulny & Svendsen, 2007 : 32-33).

Selon Bourdieu, il existe une relation entre la mesure du capital social et l'étendue des réseaux de relations : « l'étendue du capital social dépend de l'étendue du réseau de relations sociales que la personne peut mobiliser et de l'étendue du capital économique, culturel et symbolique que la personne elle-même ainsi que les personnes de son réseau possèdent » (Bourdieu, 1983: 191 ; Kerivel, 2015). Ainsi, Bourdieu, comme Granovetter (1973) et Coleman (1990), postule une relation directe entre la position sociale et la dotation en capital social. Ainsi, plus la position sociale est élevée, plus l'étendue du capital social est élevée et plus la position sociale est basse, plus l'étendue du capital social est faible. En ce sens, une faible dotation en capital culturel peut être assimilée à une « pauvreté de réseau » (MacDonald & Elder, 2006 : 17). En d'autres termes, plus la dotation en capital culturel d'un jeune migrant est faible, plus il dépend de relations de réseau contraignantes pour atteindre la mobilité professionnelle, alors qu'il est en train de rechercher un emploi dans un pays différent de son pays d'origine.

A l'inverse, plus la dotation en capital culturel d'un jeune migrant est élevée, moins il dépendra des relations de réseau pour entrer sur le marché du travail dans son pays d'accueil. Les jeunes migrants s'appuient sur des « intermédiaires », qui font le lien entre leur pays d'accueil et leur pays d'origine, et les familiarisent avec la structure de l'offre d'emploi (pour beaucoup d'entre eux, pour la première fois depuis l'arrivée dans le pays d'accueil). Ces « portes de mobilité » (*mobility gates*) permettent ainsi aux jeunes migrants d'ouvrir de découvrir les opportunités du marché du travail dans le pays d'accueil. Pourtant, le rôle des « intermédiaires » dépend du positionnement dans la structure sociale (donc le statut social et la quantité de capital culturel) à la fois du jeune migrant et de l'intermédiaire, ainsi que des exigences du poste proposé.

Dans le contexte de la migration, le capital social est un instrument essentiel en ce sens que « la théorie de la migration a besoin de rendre compte de la composante multiplexe de la migration, de la façon dont elle est située dans des géographies imaginatives, des valeurs émotionnelles, des relations et obligations sociales comme des relations politiques et de pouvoir qu'elle représente » (Carling & Collins, 2017 : 3). Ainsi, le capital social nous permet d'interpréter des situations sociales dans lesquelles les jeunes sont engagés tout au long de leurs trajectoires migratoires. Les jeunes migrants forment leurs actions (*agentiques*) dans un environnement socio-économique qui offre une structure d'opportunités spécifique. L'environnement économique et social renforce les orientations des individus en ce qui concerne les facteurs structurels tels que l'âge, le sexe, l'éducation, la famille et le milieu social.

L'objectif de ce projet est d'observer comment les jeunes migrants développent et utilisent le capital social affectif et le capital social relationnel dans leurs processus d'intégration et de capturer d'éventuels mécanismes d'interaction entre ces deux types de capital social. Pour cela, nous évaluons les caractéristiques spécifiques du capital affectif (en fonction des

ressources qu'il offre) et en particulier son efficacité à pénétrer la structure d'opportunité d'intégration dans diverses sphères de la vie des jeunes migrants. Parallèlement, nous analysons les évolutions du capital social relationnel afin d'observer leur dépendance ou leur association avec le capital affectif et les ressources *agentiques*.

Parcours de vie des jeunes migrants

Que se passe-t-il lorsque la migration se produit au tout début de la vie ? La migration a-t-elle un impact plus important sur le développement des jeunes migrants que sur le reste des populations migrantes ? La migration est considérée comme un événement marquant dans la vie des jeunes migrants, car elle intervient lors d'une série d'événements importants de la vie et de transitions telles que la transition vers l'âge adulte. Le parcours de vie de chaque personne est unique et imprévisible et se construit selon les opportunités et contraintes sociales et historiques dans lesquelles il se déroule : les individus construisent leur propre parcours de vie à travers les choix et les actions qu'ils entreprennent dans le cadre des opportunités et des contraintes de leur histoire et des circonstances sociales qui l'accompagnent. Le choix de ces chemins de vie lors de la transition vers l'âge adulte participe à construire une identité viable basée sur l'exploration (Erikson, 1994 ; 1995). Ce phénomène, autrefois caractéristique de l'adolescence s'étend désormais sur une période de près d'une décennie (e.g. Côté, 2006 ; Schwartz, 2001). Selon un courant de recherche récent (Arnett, 2000 ; 2006), ces changements ont conduit à l'émergence d'une nouvelle phase du parcours de vie, située entre l'adolescence et le jeune adulte, appelée "âge adulte émergent". Ainsi, cette nouvelle étape du parcours de vie est consacrée aux explorations et aux engagements identitaires.

Par conséquent, le processus de transition vers l'âge adulte est devenu de plus en plus long et complexe (e.g. Côté, 2000, 2006 ; Côté & Bynner, 2008 ; Côté & Levine, 2002 ; Furstenberg, Rumbaut & Settersten, 2008 ; Hendry & Kloep, 2007, 2012 ; Shanahan, 2000). En outre, d'un point de vue social, le processus de transition vers l'âge adulte se déroule aujourd'hui dans un contexte caractérisé par des niveaux élevés d'anomie et par un processus d'« individualisation compulsive » (Bauman, 2001; Beck, 1992; Beck & Beck-Gernsheim, 2002; Côté, 2000). Dans cette phase particulière de la vie, le processus migratoire et en particulier l'intégration se heurte donc aux défis inhérents au moment de la vie que ces jeunes traversent. En effet, les jeunes migrants vivent une double transition : celle liée au processus migratoire et celle liée au passage à l'âge adulte. En d'autres termes, la transition inhérente à la migration est ancrée dans une trajectoire de vie qui, elle-même, impose déjà des défis de transition tels que le fait de quitter le domicile parental, de trouver un emploi, de gagner en autonomie, de former sa propre famille, etc.

Le parcours de vie et la biographie d'un individu ne peuvent être compris sans leur relation avec les membres de la famille et les réseaux. En particulier, la vie des enfants étant liée à celle de leurs parents, si une famille migre pendant l'enfance et que les enfants la suivent ou restent dans la famille élargie, cela impacte forcément leur trajectoire de vie future. De la

même manière, les trajectoires professionnelles et les changements de logement sont conditionnés par les réseaux et les relations des jeunes migrants.

Le fait d'être un migrant dans cette phase de la vie représente donc un défi supplémentaire à ceux auxquels les jeunes sont confrontés dans leur processus de transition vers l'âge adulte. En effet, s'intégrer dans une nouvelle société tout en explorant et en s'investissant dans de nouveaux rôles de vie propices à la construction de l'identité adulte exigera à terme le développement et le déploiement de vastes ressources personnelles et le besoin d'un soutien social étendu. L'un des défis cruciaux de la quête d'autonomie et d'individuation (nécessaire pour atteindre le statut d'adulte) concerne le processus d'obtention du diplôme, de la fin d'études, de la formation ou du parcours académique et le passage subséquent de l'école au travail. D'une part, les jeunes migrants devront développer les compétences nécessaires à l'exploration et à l'utilisation des structures d'opportunité que la société d'accueil a à offrir, souvent sans soutien familial immédiat. D'autre part, ils peuvent avoir besoin d'un soutien institutionnel étendu et spécifique et d'une assistance pour surmonter les défis inhérents aux efforts scolaires ou universitaires et à l'intégration professionnelle. Compte tenu de la diversité des situations individuelles que les jeunes migrants peuvent présenter, ce soutien doit être en mesure de répondre aux défis particuliers auxquels ils sont confrontés.

Si l'on tient compte des défis liés à l'intégration dans une société d'accueil et des défis de développement inhérents au processus de transition vers l'âge adulte, les jeunes migrants auront inévitablement besoin d'une multitude de ressources personnelles et sociales pour leur permettre de naviguer dans ces transitions simultanées. Pour cela, le développement du capital social est considéré comme un élément crucial dans cette entreprise.

Ainsi, cette enquête se propose d'analyser le rôle du capital social dans les processus d'intégration et les trajectoires des jeunes migrants dont le processus de transition vers l'âge adulte est déjà entamé. Afin de mieux saisir la dynamique de la formation et du développement du capital social et son rôle dans les processus d'intégration, la présente étude se nourrit des concepts de capital social affectif et de capital social relationnel. Cela permet d'observer les éventuelles dynamiques interrelationnelles entre le capital social affectif et le capital social relationnel dans le contexte des trajectoires d'intégration.

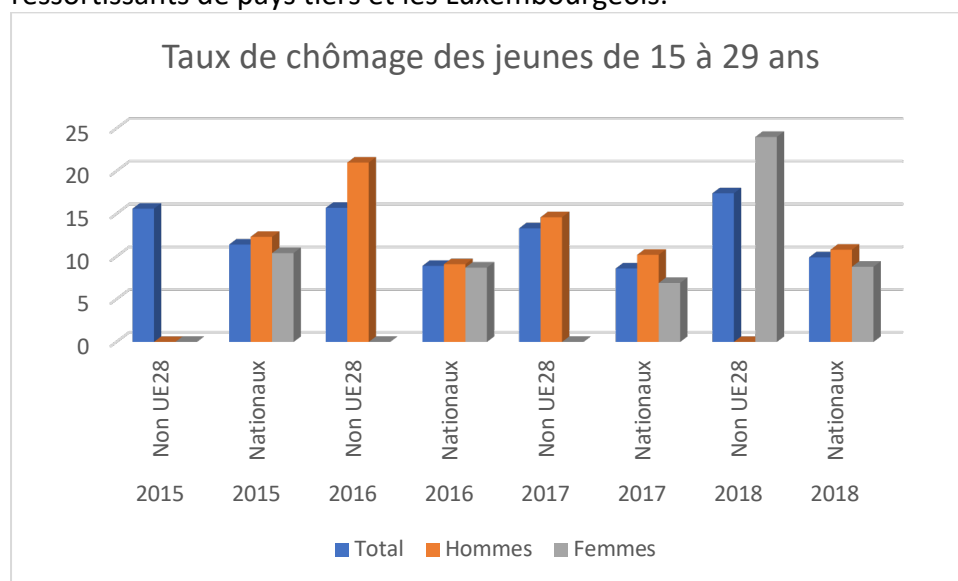
2. Analyse des données secondaires

Afin d'établir une cartographie comparative des structures d'opportunité nationales pour l'intégration des jeunes migrants issues de pays tiers, des données statistiques secondaires ont été collectées dans les domaines suivants : participation socio-économique, éducation et langues, logement, acquisition de la nationalité, participation civique et politique et discrimination ethno- raciale.

Participation socio-économique

Au Luxembourg, l'accès au marché du travail est considéré comme un élément essentiel de l'intégration socio-économique des migrants. Les ressortissants de pays tiers sont principalement employés dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration, suivi par le secteur des activités de services administratifs et de soutien, le commerce de gros et de détail et le secteur de la réparation de véhicules automobiles et de motocycles. D'après les données nationales concernant le chômage des jeunes, l'accès au marché du travail semble être particulièrement difficile pour les ressortissants de pays tiers. Comme nous pouvons le voir sur le graphique suivant (Figure 1), au cours des dernières années, les taux de chômage des jeunes ressortissants de pays tiers ont été systématiquement plus élevés que ceux des jeunes luxembourgeois. Nous pouvons en déduire que les ressortissants de pays tiers ont des difficultés accrues dans le processus de transition entre l'école et le travail. Aussi, ce phénomène peut, pour beaucoup de ces jeunes, avoir un impact négatif sur l'acquisition de l'autonomie financière et de l'indépendance par rapport à la famille d'origine.

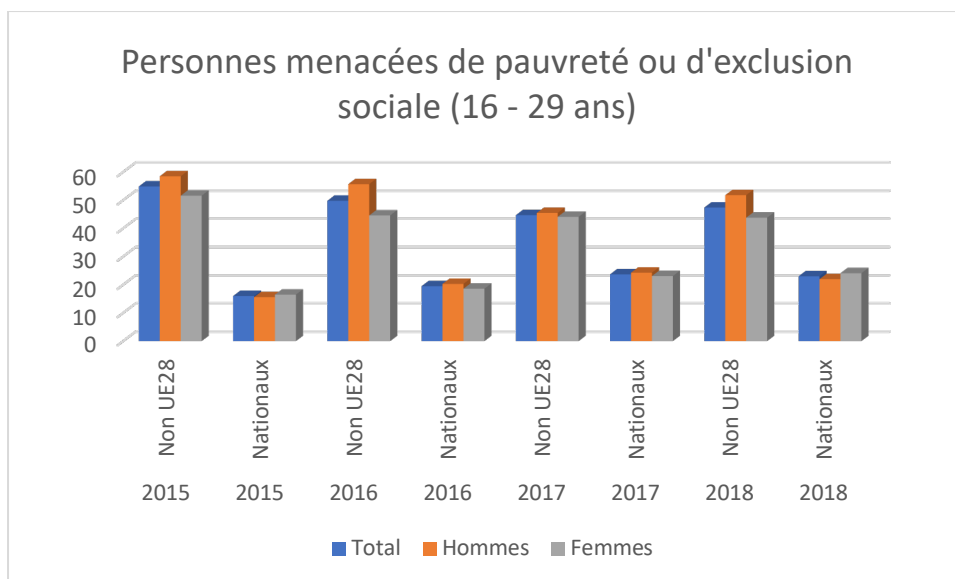
Figure 1. Taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 29 ans. Comparaison entre les ressortissants de pays tiers et les Luxembourgeois.



Source: Eurostat, Migration and Migrant Population Statistics, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Migration_and_migrant_population_statistics

En raison des difficultés rencontrées en matière d'insertion professionnelle et en fonction du capital socio-économique de la famille d'origine, les jeunes peuvent être confrontés à des situations de pauvreté ou d'exclusion sociale. Comme le montre la Figure 2, le risque de pauvreté et d'exclusion sociale semble être systématiquement plus élevé pour les jeunes de pays tiers que pour leurs homologues luxembourgeois.

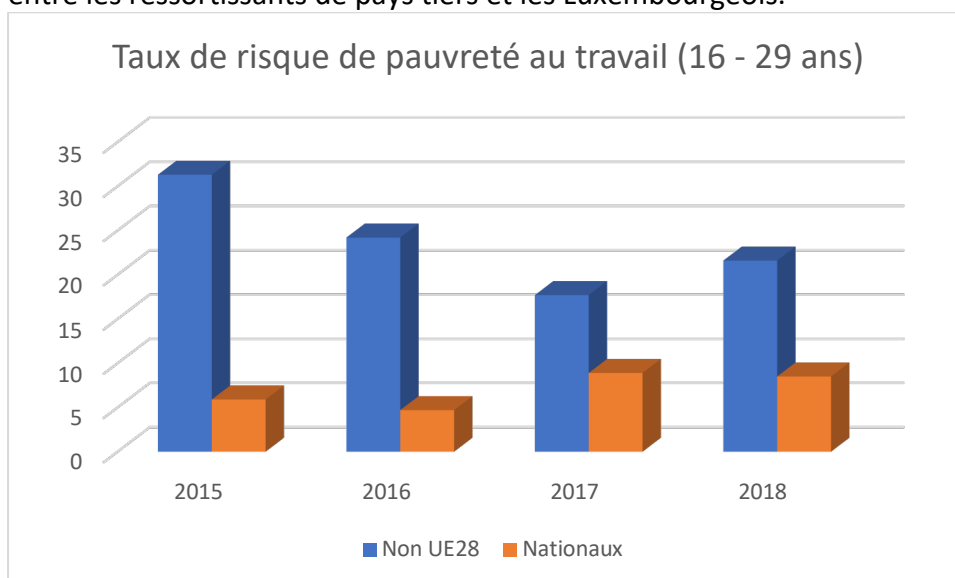
Figure 2. Taux de risque de pauvreté pour les jeunes de 16 à 29 ans. Comparaison entre les ressortissants de pays tiers et les Luxembourgeois.



Source: Eurostat, Migration and Migrant Population Statistics, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Migration_and_migrant_population_statistics

En outre, le risque de pauvreté des ressortissants de pays tiers reste réel même dans les cas où les jeunes migrants travaillent activement, en raison de leurs faibles revenus ou de la précarité de leur travail. Sur ce point, les ressortissants de pays tiers semblent toujours désavantagés par rapport aux jeunes luxembourgeois. Comme le montre le tableau suivant (Figure 3), les taux de risque de pauvreté sont systématiquement plus élevés pour les ressortissants de pays tiers que pour les ressortissants luxembourgeois.

Figure 3. Les taux de risque de pauvreté pour les 16 à 29 ans qui travaillent. Comparaison entre les ressortissants de pays tiers et les Luxembourgeois.



Source: Eurostat, Migration and Migrant Population Statistics, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Migration_and_migrant_population_statistics

Éducation et langues

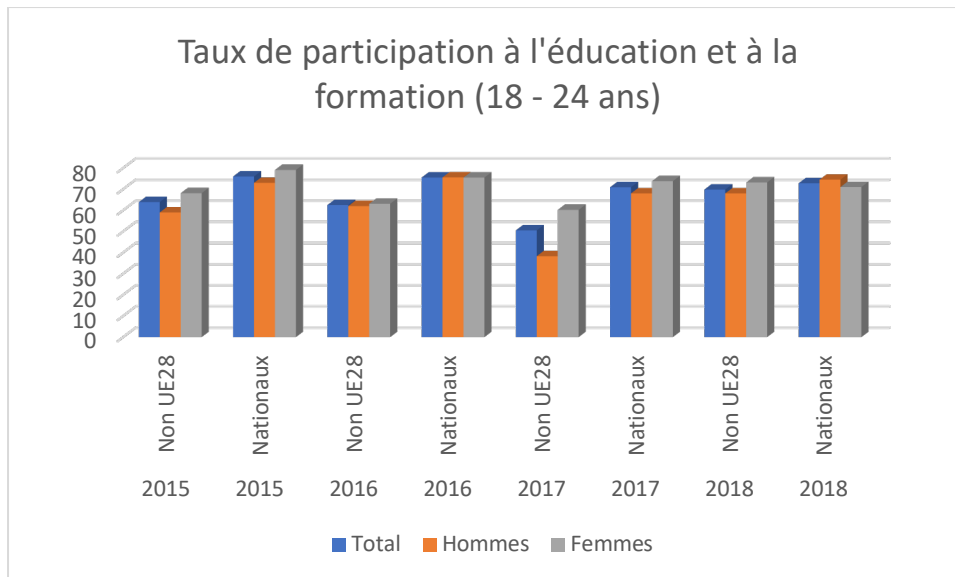
Selon Kollwelter (2007), les enfants d'immigrés se heurtent à des obstacles inévitables dans le système éducatif luxembourgeois en raison de son caractère trilingue. En effet, le luxembourgeois, l'allemand et le français coexistent dans le système scolaire et la moitié des élèves quittent l'école sans certificat de langue ni diplôme.

Dans le domaine de l'éducation, les mesures d'intégration s'adressent à tous les citoyens étrangers, qu'ils soient originaires de l'UE, de l'EEE, de pays tiers, des demandeurs de protection internationale (DPI) ou des bénéficiaires de protection internationale (BPI). Un défi majeur pour le système éducatif luxembourgeois est l'hétérogénéité des élèves : pour l'année scolaire 2018-2019, 46,2% des élèves de l'enseignement fondamental et 41,5% des élèves de l'enseignement secondaire étaient originaires d'un autre pays que le Luxembourg. Durant la même année scolaire, la part des élèves dont la première langue parlée à la maison n'était pas le luxembourgeois s'élevait à 64% et selon le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (2019), les principales nationalités représentées à l'école étaient les suivantes : portugaise (17,9 %), érythréenne (9,3 %), luxembourgeoise (retourné au Luxembourg) (7,6 %), française (6 %), syrienne (5,7 %), italienne (5,1 %), afghane (4,5 %), capverdienne (2,9 %) et irakienne (2,9 %).

Afin de dépasser cet obstacle, des classes d'accueil spécialisées pour les enfants de migrants ont été créées. Pour l'année scolaire 2018/2019, 15 classes d'accueil spécialisées ont été créées et l'année scolaire suivante (2019-2020), des classes d'accueil supplémentaires ont été mises à disposition afin de répondre à la demande. Des cours d'été en langue française ont également été organisés pour la quatrième fois en 2019. Il convient de souligner que, depuis 2016, la CASNA (*Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants*) accueille également des jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans.

Cependant, comme on peut l'observer sur le graphique suivant (Figure 4), le taux de participation à l'éducation et à la formation est plus faible pour les ressortissants de pays tiers que pour les jeunes luxembourgeois.

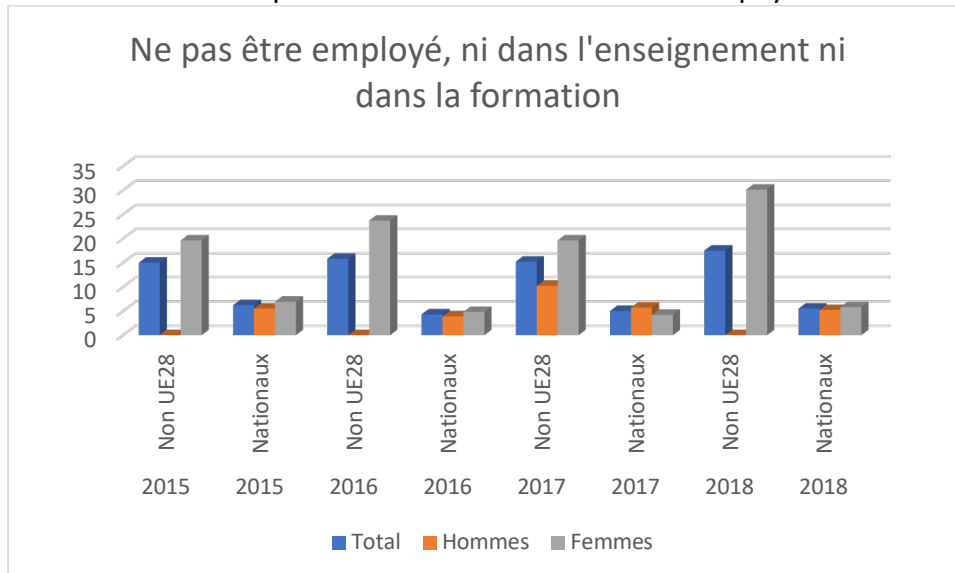
Figure 4. Taux de participation à l'éducation et à la formation des 18 à 24 ans. Comparaison entre les Luxembourgeois et les ressortissants de pays tiers.



Source: Eurostat, Migration and Migrant Population Statistics, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Migration_and_migrant_population_statistics

L'indicateur NEET (pas employé, ni dans l'enseignement, ni dans la formation) constitue un autre indicateur important pour illustrer les défis auxquels les jeunes migrants de pays tiers sont confrontés. Comme on peut le voir avec le graphique ci-dessous (Figure 5), le NEET a été constamment supérieur pour les ressortissants de pays tiers que pour les ressortissants luxembourgeois lors des huit dernières années.

Figure 5. Les taux de NEET (pas employé, ni dans l'enseignement, ni dans la formation) pour les 15 à 29 ans. Comparaison entre les ressortissants de pays tiers et les Luxembourgeois.



Source: Eurostat, Migration and Migrant Population Statistics, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Migration_and_migrant_population_statistics

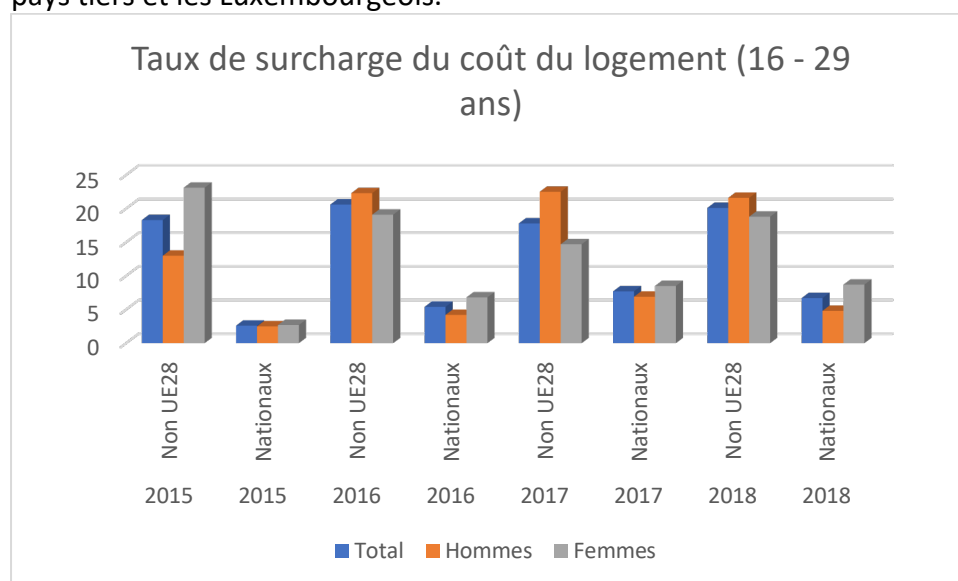
Logement

De la même manière, le logement est un problème qui touche plus gravement les jeunes ressortissants de pays tiers. L'accès à un logement abordable peut constituer un obstacle pour

les jeunes ressortissants de pays tiers pour diverses raisons : les prix élevés du marché du logement, la discrimination fondée sur les conditions économiques ou contractuelles de travail voire la discrimination fondée sur le pays d'origine ou la race.

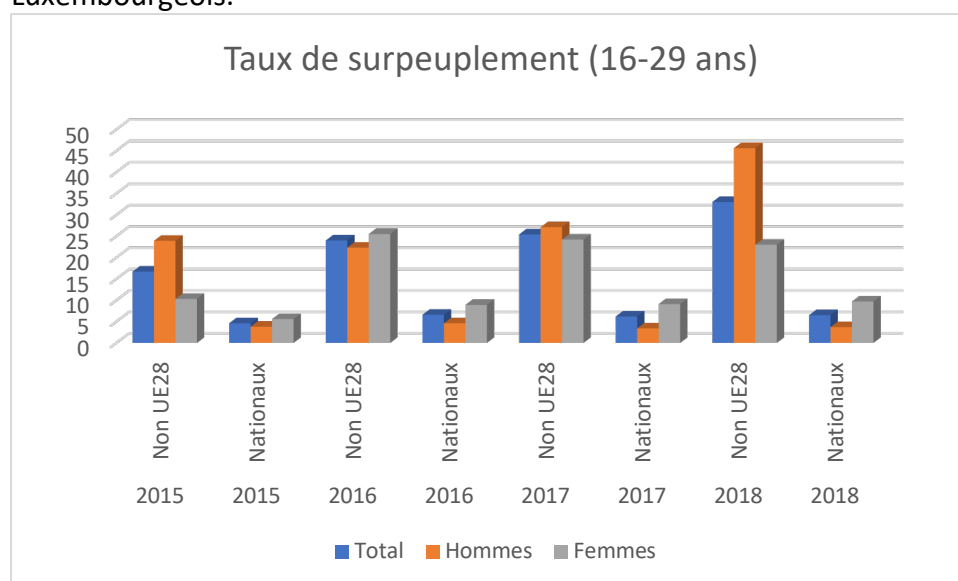
Cette situation a pour conséquence que les jeunes de pays tiers ont tendance à présenter des niveaux plus élevés de surcharge des coûts de logement et de surpeuplement par rapport aux jeunes luxembourgeois (Figures 6 et 7).

Figure 6. Taux de surcharge du coût du logement. Comparaison entre les ressortissants de pays tiers et les Luxembourgeois.



Source : Eurostat, Migration and Migrant Population Statistics, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Migration_and_migrant_population_statistics

Figure 7. Taux de surpeuplement. Comparaison entre les ressortissants de pays tiers et les Luxembourgeois.



Source: Eurostat, Migration and Migrant Population Statistics, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Migration_and_migrant_population_statistics

Acquisition de la nationalité

En matière d'acquisition de la nationalité, la nouvelle loi sur la nationalité luxembourgeoise, approuvée en 2017, a modifié les politiques de naturalisation précédemment en vigueur. Les principaux changements concernent la réduction de la durée de résidence requise de sept à cinq ans ainsi que l'introduction du *jus soli*, conditionné par une période de résidence ininterrompue pendant les cinq ans qui précèdent la majorité (18 ans). En ce qui concerne les exigences linguistiques, seul un test oral est nécessaire. Un cours obligatoire pour tous les candidats éligibles, appelé « Vivre ensemble au Grand-Duché », a également été introduit par cette loi.

En 2019, 11.451 personnes ont acquis la nationalité luxembourgeoise, ce qui représente une légère diminution de 3,6 % par rapport aux chiffres de 2018 (11.876 acquisitions en 2018). Ces chiffres englobent toutes les acquisitions de nationalité par voie de procédure (résidents et non-résidents suivant toutes les voies de procédure : naturalisations, réclamations de nationalité et acquisitions de nationalité par option). Outre les acquisitions de nationalité mentionnées, deux autres types d'acquisitions ont eu lieu : 942 personnes sont devenues citoyens luxembourgeois sur la base du droit du sol de première génération et 165 enfants sont devenus citoyens luxembourgeois parce qu'ils sont nés au Luxembourg de deux parents étrangers dont l'un au moins est également né au Luxembourg (double droit du sol). Au total, 12.558 personnes ont acquis la nationalité luxembourgeoise en 2019.

En ce qui concerne l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise par des ressortissants de pays tiers, l'année 2019 a connu une augmentation significative des chiffres : sur un total de 11.451 personnes ayant acquis la nationalité luxembourgeoise, 4.855 étaient des ressortissants de pays tiers. Cela représente une augmentation de 23,3% par rapport à l'année précédente et une part de 42,4% de toutes les acquisitions de nationalité en 2019.

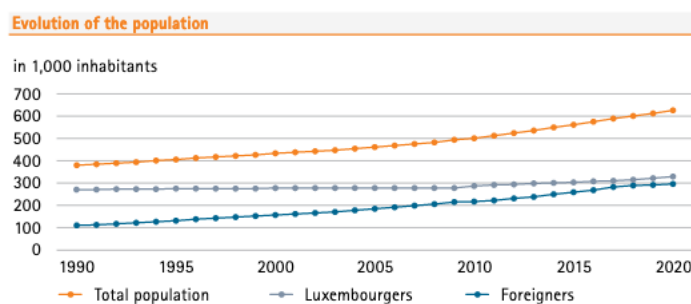
Cette tendance à l'augmentation de l'acquisition de la nationalité par les ressortissants de pays tiers a été observée de manière relativement constante au cours des dernières années : 2015 = 773 (14,6%) ; 2016 = 989 (13,8%) ; 2017 = 2.085 (23,1%) ; 2018 = 3.938 (33,2%) ; 2019 = 4.855 (42,4%) (Ministère de la Justice, Statec, 2020). Le nombre total d'acquisitions de nationalité a également doublé au cours des cinq dernières années et est passé de 5.306 acquisitions en 2015 à plus de 11.000 en 2018 et 2019. L'une des évolutions les plus frappantes en 2019 a été l'augmentation significative de l'acquisition de la nationalité par des personnes originaires du Brésil : une augmentation de 127% de 2018 (931 acquisitions) à 2019 (2.117 acquisitions).

Participation civique et politique

Le Luxembourg se caractérise par une situation démographique spécifique avec un schéma de population inhabituel. Sur une population de 626.000 habitants au 1er janvier 2020, 48 % des habitants sont des ressortissants non luxembourgeois. Parmi ce pourcentage, 170

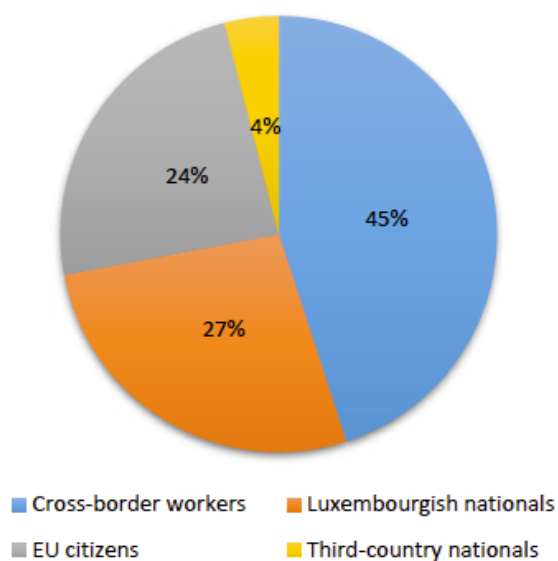
nationalités ont été recensées, mais les 5 plus grandes communautés étrangères viennent du Portugal (15,6 %), de la France (7,6 %), de l'Italie (3,6 %), de la Belgique (3,3 %) et de l'Allemagne (2,1 %). La proportion des ressortissants d'autres pays de l'UE est donc très élevée : environ 85 % de la population étrangère. Ainsi, seuls environ 7,3 % de la population résidente totale sont des ressortissants de pays tiers. Le plus grand nombre de demandeurs d'asile en 2019 provenait d'Érythrée (510), de Syrie (287), d'Afghanistan (162) et d'Irak (110). En outre, il convient de souligner l'importante croissance démographique du Luxembourg. En effet la population totale a doublé en 130 ans (avec une augmentation particulière dans les années 1960) et le nombre d'immigrants a augmenté de manière significative depuis les années 1970 (Willems & Milmeister 2008).

Figure 1: Evolution de la population au Luxembourg.



Source: Statec: Luxembourg in Figures 2020, <https://luxembourg.public.lu/dam-assets/publications/le-luxembourg-en-chiffres/luxembourg-figures.pdf>

Figure 2: Population active au Luxembourg selon la nationalité (2017).



Source: ADEM (Agence pour le développement de l'emploi)

Une enquête représentative sur le vivre ensemble au Luxembourg a été réalisée en 2019 par l'ASTI en collaboration avec la TNS (*Taylor Nelson Sofres - Société française d'enquêtes par sondages*) et l'ILRES (*Institut luxembourgeois de sondages et d'études d'opinion*). Dans le cadre de cette enquête, environ 1.119 résidents ont exprimé leurs réflexions sur l'intégration et leur choix du Grand-Duché comme pays d'accueil. Globalement, 52 % des personnes interrogées sont (fortement) d'accord avec l'affirmation selon laquelle les étrangers doivent avoir le droit de vote aux élections législatives après une certaine période de résidence. Cette position est partagée par 62 % des étrangers, 60 % des Luxembourgeois ayant une deuxième nationalité et 43 % des Luxembourgeois sans deuxième nationalité. De plus, 42 % des résidents sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'électorat n'est pas représentatif de la population pour les élections législatives, et 43 % croient (fortement) que l'ouverture du droit de vote aux étrangers pour les élections législatives renforcerait la cohésion de la société luxembourgeoise. Enfin, 40 % des résidents estiment que l'ouverture du droit de vote aux étrangers aux élections législatives contribuerait à résoudre les défis futurs auxquels le Luxembourg sera confronté. Selon cette même enquête, 56% des résidents étrangers sont favorables à l'inscription automatique des étrangers sur les listes électorales pour les élections municipales et européennes, tandis que 80% sont favorables au maintien de la condition de 5 ans de résidence continue sur le territoire pour participer aux élections municipales. En termes de sentiment d'appartenance, 68% des répondants étrangers se sentent luxembourgeois et 84% se sentent citoyens luxembourgeois. Dans un communiqué de presse, l'ASTI a décrit ces résultats sur la participation politique comme penchant vers l'ouverture, mais sans grand enthousiasme : « Si la participation du plus grand nombre aux élections semble ne pas être prioritaire pour les résidents interviewés, ça ne les empêche pas d'afficher un fort sentiment d'adhésion à la société d'accueil » (ASTI, 2019).

La discrimination ethno- raciale

La discrimination raciale semble être une dure réalité dans de nombreux pays de l'UE. Selon la deuxième enquête de l'Union européenne sur les minorités et la discrimination intitulée « Être noir dans l'UE » (2018), réalisée par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), les personnes noires vivant dans l'Union européenne sont confrontées à "des préjugés et une exclusion généralisés et bien ancrés". S'appuyant sur un sondage réalisé auprès de 6.000 personnes d'origine africaine vivant dans 12 pays de l'UE, l'enquête a révélé les niveaux de racisme subis à un moment donné par les personnes noires au cours des cinq dernières années. La Finlande présente le taux de racisme le plus élevé avec 63 % des personnes interrogées déclarant avoir été victimes de harcèlement racial. Le Luxembourg vient en deuxième position dans cette étude avec 52 % de personnes interrogées affirmant avoir été victimes de harcèlement racial au cours des cinq dernières années.

La discrimination raciale peut englober une grande variété de situations et d'expériences : le harcèlement racial, la discrimination au travail ou lors de la recherche d'un emploi, l'accès difficile au logement -de nombreux propriétaires privés ne louent pas de logement aux

personnes noires-, le phénomène de surpeuplement des logements qui en résulte, le profilage discriminatoire lors des contrôles de police, les agressions physiques, etc. (Deuxième enquête de l'Union européenne sur les minorités et la discrimination - Être noir dans l'UE, 2018).

A partir de ces résultats, l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI), le Centre pour l'égalité de traitement (CET), le Comité de liaison des associations d'étrangers (CLAE) et la Commission luxembourgeoise des droits de l'homme (CCDH) se sont penchés, lors d'une conférence qui s'est tenue en 2019, sur ce qu'ils appellent les "résultats inquiétants de l'enquête européenne". En effet, cette enquête montre que le Luxembourg connaît un grave problème de racisme (voir Conférence « Being Black in Luxembourg », 2019). Dans un pays qui veut se présenter comme un exemple en termes d'intégration et d'interculturalité, un citoyen noir sur deux affirme avoir été insulté racialement au cours des cinq dernières années et environ 70 % des personnes interrogées déclarent avoir été victimes de discrimination en raison de la couleur de leur peau et de leur origine (bien au-dessus de la moyenne européenne de 39 %).

Conclusion

Comme le montrent les indicateurs d'intégration présentés ci-dessus, les jeunes migrants semblent être plus confrontés que leurs homologues nationaux à des difficultés accrues dans plusieurs domaines : accès à l'emploi, niveau de pauvreté, précarité au travail, niveaux de NEET supérieurs (pour les jeunes migrants qui ne sont ni scolarisés ni en activité), coût des loyers et surpeuplement des logements, taux de participation civique et politique plus faibles. En particulier, les jeunes migrants semblent payer le coût de leur transition vers l'âge adulte dans un contexte de migration. Ces indicateurs attirent l'attention sur la nécessité de prendre en compte la spécificité de ce groupe de migrants, ainsi que leurs besoins et défis spécifiques, afin de rendre leurs trajectoires de transition vers l'âge adulte plus fluides et plus efficaces et augmenter leurs niveaux de réussite dans les domaines représentés par les indicateurs mentionnés.

3. Analyse des documents

Afin de mieux comprendre la place des jeunes migrants dans les politiques publiques et les institutions nationales luxembourgeoises, nous avons analysé plusieurs textes juridiques à travers le prisme des axes « jeunes » et « migrants ». Un premier panorama des textes en présence nous a permis d'identifier des documents officiels particulièrement pertinents pour notre enquête à savoir les Plans d'action nationaux d'intégration de 2010 et de 2018, le Jugendpakt 2017-2020, et l'Accord de Coalition 2018-2023.

L'analyse précise des textes donne un aperçu de la situation actuelle (mise en scène) des jeunes migrants. L'analyse de ces documents a été réalisée à partir de deux éléments centraux de notre réflexion : dans un premier temps, les migrants au Luxembourg puis la documentation politique concernant les jeunes migrants.

Nous avons examiné chaque axe institutionnel dans plusieurs domaines tels que la langue, l'éducation, l'emploi et l'accès aux services publics. Une attention particulière a été prêté aux processus d'intégration pertinents pour le groupe analysé, concernant des questions telles que les pistes d'intégration des migrants et de la société d'accueil, les dialogues interculturels, l'inclusion et la coopération dans diverses sphères de la société d'accueil.

L'Analyse des documents

1) Les immigrés

Le **PAN 2010-2014** et le **PAN 2018-2023** impliquent les axes institutionnels et sociétaux dans une large mesure à partir d'une définition et d'une conceptualisation de « l'intégration » des migrants qui englobe toutes les sphères de la vie sociale des résidents. Ainsi le PAN traite de sujets tels que la formation à la diversité et aux compétences interculturelles d'acteurs-clés au sein de l'administration, la vie associative luxembourgeoise et étrangère, ainsi que de l'intégration dans les domaines du social, de l'éducation et de la jeunesse. Le PAN 2010, ainsi que le PAN 2018, s'intéressent particulièrement au rôle des institutions pour l'intégration des migrants dans la société luxembourgeoise.

NB : Dans tous les documents, y compris dans l'Accord gouvernemental, une insertion réussie au travail est considérée comme un élément central du processus d'intégration. L'Accord gouvernemental aborde également des actions dans le domaine de la protection internationale.

L'emploi est considéré comme la clé de l'intégration des migrants. L'incorporation des migrants dans la société d'accueil est également vue à travers le prisme du capital culturel et socio-économique. Par exemple, le PAN 2010-2014 mentionne « *la contribution des immigrants dans la société d'accueil et à la visibilité de cette contribution* » et la « *Promotion de la création d'entreprises par les étrangers* ».

En outre, le **PAN 2018** met l'accent sur le rôle du capital culturel dans l'entrée sur le marché du travail. En particulier, ce rapport mentionne le soutien de diverses institutions qui fournissent une assistance non seulement à la transition de l'éducation à l'emploi, mais également à d'autres défis tout au long de la vie (par exemple, l'apprentissage tout au long de la vie). Diverses formes de capital sont également prises en compte, allant des titres formels (par exemple, éducation, diplômes, certifications) aux compétences informelles qui pourraient être capitalisées dans la société d'accueil telles que l'esprit d'entreprise : « *Faciliter l'accès à certaines activités soumises à une autorisation d'établissement [...] Permettre l'apprentissage et l'acquisition de nouvelles compétences tout au long de la vie* ».

ainsi que l'échange interculturel/intergénérationnel de savoir et de savoir-faire; Faciliter l'insertion des bénéficiaires de protection internationale (BPI) sur le marché du travail par, entre autres, l'accès aux initiatives sociales ».

L'intégration scolaire se concrétise par une implication intensive des établissements d'enseignement par la « *refonte des outils d'information et d'orientation scolaires* » ou encore la « *formation du personnel du domaine socio-éducatif aux compétences interculturelles* ». Les processus éducatifs, conçus comme un travail conjoint des migrants et des institutions, sont envisagés comme des étapes préparatoires en vue de l'intégration dans le monde du travail.

Le PAN 2018 souligne l'implication de diverses institutions chargées de l'éducation des jeunes et, en particulier, des jeunes migrants et décrit un changement institutionnel dans le milieu de l'éducation. Désormais, l'éducation des jeunes migrants relève du MENJE, l'intégration scolaire des enfants, y compris des mineurs non-accompagnés, du Service de la scolarisation des enfants étrangers (SECAM) et l'intégration des adultes du Service de la formation des adultes (SFA). Ces différents organismes se chargent à la fois de l'intégration dans le système scolaire et dans les formations professionnelles et continues existantes.

L'accès aux biens et aux services est pensé de sorte qu'il ne puisse être atteint que par les canaux institutionnels qui fournissent des instruments supplémentaires pour assurer une intégration effective des migrants dans leur société d'accueil.

L'échange social, les liens sociaux et leurs rôles dans l'intégration des jeunes migrants sont envisagés dans l'interaction du capital culturel des résidents actuels et des migrants nouvellement arrivés. On considère que les principaux canaux fonctionnent à travers les institutions formelles, c'est-à-dire les organisations et l'État.

En outre, **le document d'Accord Gouvernemental 2018-2023** souligne la nécessité de continuer à bénéficier du travail collaboratif des organisations et des institutions civiles informelles pour faciliter l'intégration des migrants : « *Les dernières années, de nombreuses associations et projets citoyens se sont constitués afin de favoriser l'intégration des réfugiés. Ces apports extrêmement importants de la société civile méritent d'être soutenus. Ces projets feront l'objet d'une évaluation afin de pérenniser les meilleurs projets* ».

2) Les jeunes migrants

Education : Le PAN 2018 constitue une opportunité de développer et de renforcer les rencontres sociales des jeunes dans des cadres institutionnels semi-formels au niveau national et au niveau de la Grande Région. Par exemple, il invite à « *Promouvoir des échanges entre écoles luxembourgeoises, privées, internationales au Luxembourg, et entre écoles de la Grande Région* » ainsi qu'à « *Promouvoir les échanges entre tous les acteurs investis dans la scolarité* ». Le PAN 2018, s'intéresse également aux opportunités offertes par les cadres

institutionnels locaux et invite à « *augmenter les ressources humaines et financières à l'encontre des communes pour l'encadrement scolaire et périscolaire* » ainsi qu'à « *promouvoir les bibliothèques en tant que voies d'accès au savoir et à la culture* ».

Échange social : Selon le plan d'action national de 2010, les jeunes migrants arrivant au Luxembourg font l'objet d'une attention particulière aux côtés de différents groupes cibles. Dans ce contexte, le capital culturel de divers groupes, y compris les jeunes, est considéré comme essentiel au passage de l'éducation à la vie active. Ainsi, la « *valorisation des compétences professionnelles et techniques acquises à l'étranger* » et la « *promotion de l'employabilité des groupes cibles* » participent à la valorisation du capital culturel des jeunes migrants

Le PAN 2018 porte également sur d'autres groupes, en particulier les migrants âgés et définit des activités spécialisées au sein de cadres institutionnels semi-formels telles que la « *la participation de tous et de tout âge, y compris les seniors, par, entre autres, les Clubs Seniors. Structurer l'offre de mesures afin de permettre à tous, y compris aux personnes les plus vulnérables, et de tout âge, de profiter des programmes proposés* » Dans le même esprit, des clubs spécialisés pour les jeunes pourraient également être inclus dans le processus (i.e. l'initiative Inter-Action).

On trouve des actions similaires dans **le Plan d'action national de la jeunesse - Jugendpakt 2017-2020** (basé sur le **rapport national 2015**) qui exhorte à impliquer le soutien de jeunes femmes ainsi que de jeunes non-nationaux dans la participation civique.

En s'adressant à divers groupes qui pourraient être en situation de vulnérabilité, l'Accord de coalition insiste également sur le rôle des acteurs informels comme multiplicateurs dans la diffusion de l'information sur l'éducation, le travail et la santé. En outre, certains projets, comme le projet-pilote « les parents de quartier » (ou « Stadtteileltern »), seront lancés pour promouvoir l'intégration des populations étrangères au Luxembourg. Dans le cadre de ces projets, les acteurs dits informels auront une fonction de multiplicateurs dans la mesure où ils fournissent des informations autour de sujets comme l'éducation, la formation ou la santé, à des familles issues de l'immigration dont les enfants ne sont pas inscrits dans une structure d'éducation et d'accueil.

Conclusions

La catégorie des jeunes migrants n'est pas encore clairement définie et prise en compte dans les documents de politique migratoire. Plusieurs conclusions peuvent être tirées à partir de l'analyse des textes disponibles sur la jeunesse et la migration.

Premièrement, les documents de politique migratoire abordent les jeunes migrants à travers deux angles d'approche : la transition vers l'emploi et les trajectoires éducatives des

demandeurs d'asile. A partir de ces deux angles d'approche, on observe une division des institutions chargées d'accompagner ces groupes de migrants.

Deuxièmement, comme les jeunes migrants connaissent aujourd'hui des trajectoires de transition vers l'âge adulte plus longues et plus complexes qu'auparavant en termes d'éducation, d'emploi et de vie affective, les institutions luxembourgeoises doivent bénéficier d'un plus grand soutien financier et en termes de moyens humains. Durant cette phase, des pratiques et un soutien transitoire devraient être fournis à tous les jeunes adultes, en distinguant les jeunes migrants en raison des spécificités de leurs défis. Sans cette attention particulière, ils risquent de se retrouver dans des « zones de vulnérabilité » (Castells, 2000).

Enfin, le rôle des acteurs travaillant dans le domaine de l'intégration devrait être diversifié. Plusieurs documents politiques s'appuient sur des acteurs semi-formels et informels pour atteindre certains groupes de migrants. Avec une implication et une évaluation plus poussée, leur rôle pourrait être élargi pour intégrer la collaboration de volontaires, d'"ambassadeurs" et de "multiplicateurs" aidant les organisations formelles et semi-formelles à soutenir les jeunes et en particulier les jeunes migrants.

3. Méthodologie

Le travail de terrain s'est déroulé entre les mois d'août 2020 et de février 2021 en pleine pandémie de Covid-19 avec des confinements totaux ou partiels. Au total, 23 organisations ont été contactées par e-mail, via les réseaux sociaux et par téléphone. Afin d'atteindre les jeunes migrants, leur coopération a été sollicitée. Dans certains cas, le retour d'information et la coopération ont été insuffisants. Pour dépasser cette difficulté et identifier des participants, des canaux d'information supplémentaires comme les contacts personnels et l'échantillonnage en « boule de neige » ont dû être activés. D'autres stratégies, telles que la priorisation du travail de terrain dès le début de l'étude ou la réalisation de plusieurs tâches en parallèle pour éviter les retards, ont été appliquées afin d'atténuer les risques et garantir l'achèvement du travail de terrain.

En ce qui concerne le travail de terrain, 9 entretiens ont été menés avec des représentants d'organisations et des experts et 12 jeunes migrants âgés de 18 à 29 ans et résidant au Luxembourg ont été interrogés.

Les critères de sélection des entretiens avec les jeunes migrants ont été élaborés et précisés par les chercheurs et comprenaient les aspects suivants :

- Origine : ressortissants de pays tiers ;
- Âge : 18-29 ans ;
- Résidents de longue durée (séjour de plus de 5 ans dans le pays) ;
- Nationalité :

Russie	3
Syrie	2

Cap Vert	3
Guinée Conakry	1
Irak	1
Serbie	1
Albanie	1
<hr/>	
Total:	12

Tout au long de la phase de collecte de données, une forte différenciation entre les jeunes migrants provenant de divers canaux de migration a pu être observée : 1) regroupement familial à la suite de l'immigration des parents (a) ou d'un conjoint (b); 2) obtention/demande d'une protection internationale; 3) études, 4) travail. Nous avons donc considéré cet aspect dans notre analyse des données et notre discussion concernant les résultats de l'étude.

L'échantillonnage visait un équilibre entre les sexes. Cependant, en raison des contraintes liées au contexte sanitaire, neuf entretiens ont été menés avec des femmes et trois avec des hommes. Toutefois, l'échantillonnage comprenait des jeunes participants ayant des origines socio-économiques et des types de vulnérabilité différents. Les entretiens ont été menés en russe, en anglais, en français et en portugais. Une traduction partielle ou complète a été réalisée lors du traitement des données. Afin de respecter les procédures de protection des données, les noms et autres données personnelles ont été anonymisées conformément aux directives éthiques.

Les entretiens collectés ont été analysés à l'aide d'un logiciel informatique (MAXQDA). Cette analyse de contenu thématique a par ailleurs été menée selon les principes de la théorie ancrée (*grounded theory*). Les données ont été catégorisées à l'aide de codes. Pour ce faire, nous nous sommes concentrés sur des courts extraits d'un entretien, c'est-à-dire sur une séquence au sein d'un horizon narratif « qui cherche à reconstruire la superposition des significations sociales à partir du processus de l'action » (Flick, 2009 : 353). Nous avons poursuivi l'analyse de l'entretien séquence après séquence. Les codes ont été développés dans la première étape et l'arbre de codage a été continuellement révisé tout au long de l'analyse des données des autres entretiens.

De plus, nous avons réalisé neuf entretiens avec des « experts », membres des organisations impliquées dans l'accompagnement des jeunes migrants sous diverses formes. Certains entretiens d'experts ont été menés via des logiciels de visioconférence (Skype, Webex), d'autres en face à face.

4. Analyse des données qualitatives

Grâce à notre échantillon, nous sommes parvenus à représenter une grande variété de profils de jeunes migrants avec des caractéristiques individuelles particulières : certains étaient très communicatifs, avec un tempérament vif, d'autres plus réservés, certains étaient résilients et

savaient comment surmonter les obstacles, d'autres se trouvaient dans des situations de vulnérabilité et ne voyaient aucun moyen d'en sortir. De même, les origines socio-économiques et les motivations de la migration vers le Luxembourg variaient grandement d'un répondant à l'autre. Toutefois, nous avons pu remarquer un point commun unissant ce groupe hétérogène. Dans leur nouveau pays d'accueil, chacun d'entre eux a su développer des "outils sociaux" pour établir des relations et négocier deux aspects de ces relations. D'une part, les répondants sont parvenus à maintenir voire à nourrir leurs liens d'attachement et compenser leurs liens perdus (cercles familiaux, ethniques). D'autre part, ils ont développé leur capital social relationnel, c'est-à-dire établi de nouveaux liens sociaux en dehors de leurs cercles familiaux.

Nous avons distingué quatre motifs de l'arrivée des jeunes migrants au Luxembourg : 1) le regroupement familial à la suite de la migration d'un parent ou d'un.e conjoint.e, 2) la demande d'asile ; 3) les études ; 4) le travail.

Pour éviter toute complexité, seules quelques études de cas biographiques ont été incluses dans ce rapport pour une meilleure exemplarité. Leur analyse est structurée autour des concepts de capital social affectif (*bonding capital*) et de capital social relationnel (*bridging capital*), piliers essentiels de l'intégration des jeunes migrants dans leur nouveau pays d'accueil.

L'analyse biographique de l'ensemble des études de cas, ainsi que le contexte théorique du projet, ont permis de développer des indicateurs pour l'acquisition du capital social qui participeraient ultérieurement à l'intégration. Ainsi, pour développer le capital social dans le nouveau pays, les jeunes migrants s'appuient sur quatre ressources principaux piliers :

- les capacités individuelles et la « débrouillardise » individuelles ;
- le rôle d'une personne de confiance dans la société d'accueil (personne qui accompagne jeune adulte migrant durant son installation au Luxembourg et surtout dans son parcours d'intégration) ;
- le rôle et le soutien des organisations (formelles et informelles)
- la réciprocité du site d'accueil où, au contraire, le manque de réciprocité du site d'accueil comme frein au développement de capital social et à l'intégration.

1. Réunification familiale - suivre un parent

La famille en tant qu'institution d'intégration parallèlement à l'assimilation par le travail

Biographie

Oxana est originaire de Russie. Au début de sa vingtaine, elle a rejoint sa mère pour s'installer au Luxembourg. Peu disposée à le faire, car elle avait déjà un diplôme de spécialisation en poche, était fiancée à son petit ami et avait encore une famille dans sa ville natale, elle a néanmoins osé déménager "juste pour voir", pendant un an. Sa famille a joué le rôle

d'institution d'intégration. Pour comprendre comment et dans quelle direction faire les premiers pas, elle s'est appuyée sur le collectif familial et ses compétences (son capital culturel et économique). Sa mère et elle couraient d'un endroit à l'autre à la recherche de la moindre opportunité. Elles se sont d'abord adressées à l'ADEM, puis ont été guidées vers le SNJ. Dans les autres endroits, dont les membres de la famille n'avaient pas connaissance, elle ne pouvait compter que sur le hasard. Par conséquent, ne connaissant pas bien le fonctionnement du pays, de ses institutions et de ses organisations, elle s'estime chanceuse d'avoir rencontré les bonnes personnes de soutien "par hasard" :

« Je suis arrivée là-bas et je ne savais pas quoi faire. J'ai dit à ma mère, peut-être que je pourrais commencer comme serveuse ou femme de ménage. Nous sommes allés là-bas (ADEM). Et apparemment, nous avons aussi rencontré une personne compétente qui nous a dit : tu sais, tu vas commencer maintenant, et puis tu seras aspirée par ça et tu ne voudras plus jamais étudier. Ils n'ont pas insisté pour essayer de me convaincre de commencer à travailler ».

Les liens familiaux

Oxana est venue au Luxembourg dans le cadre du regroupement familial. Plusieurs membres de sa famille vivaient dans le pays : sa mère a épousé un citoyen luxembourgeois, sa tante s'était installée encore plus tôt et avait sa propre famille depuis plus de dix ans. Pour s'installer dans le pays et faire les premiers pas, elle s'est entièrement reposée sur sa famille. Sa tante lui a recommandé de prendre des cours de langue allemande, comme elle l'avait fait elle-même il y a plusieurs années. Son beau-père l'a emmenée à des événements organisés par son entreprise, espérant qu'elle rencontrerait des personnes de son âge. Elle a vécu et travaillé avec sa mère jusqu'au moment qu'elle a épousé son mari :

« Nous allions souvent avec ma mère, nous courions d'un endroit à l'autre - essayant de comprendre le fonctionnement de ces organisations. Ma mère ne savait rien, je ne savais rien. Et c'était bien comme ça ».

Dans sa recherche d'un emploi en adéquation avec son diplôme, Oxana a fait appel à son capital social affectif (réseau familial) : elle a trouvé sa propre niche de travail et elle est parvenue à ouvrir son propre studio d'esthétique il y a quelques années. Toutes ses clientes sont soit russophones, soit mariées avec un russophone. Il s'agit d'un travail assez spécifique à son pays d'origine ou à son ethnie car, selon elle, ce type d'activité récréative n'est pas si courant chez les autres ressortissants :

« Lorsque nos amis nous rendaient visite, quelques jeunes filles m'ont demandé et je leur ai raconté ce que je faisais. Elles m'ont dit qu'elles avaient très peur de cela (« nous n'avons jamais fait quelque chose comme ça ») et étaient très sceptiques à ce sujet. Je ne sais pas... c'est très agréable dans le but de se détendre et de se ressourcer ».

La percée de nouveaux liens sociaux (capital social relationnel – *bridging capital*)

Parmi ses connaissances, elle fait référence aux personnes de sa cohorte qui étaient avec elle au SNJ. Elle n'a pas réussi à créer de nouveaux liens au Luxembourg dans une plus large mesure. Elle se souvient de certaines connaissances de l'époque du SNJ, avec lesquelles elle n'a plus de contact :

« - Qu'en est-il des personnes qui étaient dans la même cohorte SNJ ? Êtes-vous restés en contact ?

- Non. Parce que nous n'avions pas le même âge. Ils avaient entre 15 et 17 ans. J'en avais 20-24. Les jeunes de mon âge étaient là aussi, mais nous ne sommes plus en contact. Si j'avais rencontré l'un d'entre eux dans la rue, je lui aurais dit bonjour. Je sais que l'un d'eux travaille dans un magasin de chaussures en ville. J'étais copine avec une fille, nous étions bien ensemble. Mais nous ne sommes pas devenues amies. Je ne suis pas vraiment devenue amie avec quelqu'un de là-bas ».

Ses vrais amis sont en Russie, malgré les nombreuses années qui se sont écoulées depuis son déménagement au Luxembourg. Elle garde des liens forts avec eux. Contrairement aux rares contacts qu'elle avait avec des connaissances ici, Oxana garde un contact étroit avec ses amis russes :

« Je leur parle constamment. Je les vois quand je rentre chez moi. Nous faisons des appels vidéo, des sms. Nous échangeons sur les événements importants de nos vies : les vacances, etc. Nous nous retrouvons à trois pour des chats vidéo et nous parlons environ 3 heures. Puis sms, sms. Puis à nouveau des appels vidéo ».

Ainsi, nous voyons qu'Oxana s'est intégrée (semblable à l'assimilation) par le travail au Luxembourg. Elle est venue et s'est intégrée dans le pays pendant sa phase de transition vers la vie professionnelle. En raison des spécificités de son travail (entrepreneure), elle n'a pas pu développer et élargir son cercle d'amis (liens) dans le contexte professionnel.

2. Regroupement familial - rejoindre un conjoint

Biographie

Ekaterina est originaire de Russie. Avant son arrivée au Luxembourg, elle était déjà diplômée d'une université et avait commencé à travailler en Russie. Elle a rejoint son mari peu de temps après en France et ensemble, ils ont déménagé au Luxembourg car ils "cherchaient un endroit en Europe où les étrangers sont plus proches les uns des autres". Ayant vécu en France avec son mari pendant un certain temps, il n'était pas tellement plus difficile de tout recommencer au Luxembourg. Elle avait d'autres considérations : être proche de leur famille en France et trouver des possibilités de garder ses liens avec des Russes et sa langue natale.

Liens familiaux et soutien de la diaspora

Pour s'installer dans le pays et y faire ses premiers pas, le capital social affectif (*bonding capital*) est essentiel. Elle s'est appuyée sur quelque chose de familier, de connu, q dans son cas son pays d'origine, l'éducation qu'elle y a reçu ainsi que sa langue maternelle. C'est pourquoi, dans sa recherche d'emploi, elle s'est adressée aux institutions russes et a mis en relation ses talents et ses qualifications professionnelles avec les opportunités d'emploi qui se sont présentées au Luxembourg. Ainsi, Ekaterina travaille désormais dans les Ressources Humaines pour des entreprises russes au Luxembourg :

« Ce qui est important : je suis allée à la chambre de commerce russe, au consulat russe, etc. Socialement, ce n'était certainement pas facile. Je communique beaucoup avec les Russes. C'est influencé par le travail, la spécificité du travail. J'ai beaucoup travaillé à la Chambre de commerce russe : j'y ai rencontré beaucoup de gens bien ; par exemple, certains ont été témoins à notre mariage ».

Bien qu'elle ait réussi à utiliser son capital social et à l'enrichir, elle ressent les limites de son capital social actuel. Elle suit les réseaux qu'elle a créés sur la base de son capital social. S'appuyant sur l'origine ethnique, linguistique et culturelle de son mari, elle suit inévitablement les voies établies pour l'insertion et l'intégration dans ce pays :

« Lorsque nous cherchions une maison à acheter, nous avons adhéré à cette commune. Nous n'avons pas osé aller plus loin que [la ville A au Luxembourg]. Il y a beaucoup de Français ici, donc on cherche où on pourrait le parler. Ici, nous nous en tenons à la région : toute la partie sud parle français. Le sud est français - à partir de la capitale et en dessous. Si vous allez dans le nord, ils vont vous regarder d'en haut ».

Ainsi, comme elle le perçoit elle-même, au Luxembourg, elle est associée à une grande communauté de Français. À travers la culture, la langue et les pratiques sociales françaises, elle suit les étapes de l'intégration et perçoit le pays à travers leur perspective.

La percée de nouveaux liens sociaux

Parlant couramment l'une des langues officielles du Luxembourg, elle explique néanmoins les difficultés rencontrées dans ce nouveau lieu. Ces difficultés concernent principalement le développement de son propre cercle d'amis et de connaissances. Pour y faire face, elle s'est appuyée sur deux ressources: ses propres origines et les origines et la langue de son mari. Ainsi, la plupart de ses amis sont issus de la communauté russe. La constitution d'un vaste cercle d'amis russophones lui permet en outre d'élargir ses relations et d'étendre lentement ses possibilités de rencontre de nouvelles personnes. Dans son cas, il s'agit de relations avec des personnes d'origine française qui se sont développées grâce à son réseau russe établi :

« Nous n'avons pas d'amis purement Français, mais plutôt des amis locaux. Ce n'est que grâce aux amis d'amis que nous avons rencontrés des citoyens français. Il y a des femmes russes

mariées à des Français, il y a des Russes dont des enfants vont à l'école russe pour une journée prolongée, etc. ».

3. Demande de protection internationale

Biographie

Hassan est âgé de 25 ans et est arrivé de Syrie en 2015 avec un frère. En quittant la Syrie, il a arrêté ses études à l'université qu'il avait commencées seulement quelques mois auparavant. Lors de sa demande d'asile, il a exploré les possibilités de s'inscrire dans une université afin de poursuivre ses études. Il a finalement été accepté par l'Université du Luxembourg. Pendant ses premières années au Luxembourg, il a vécu avec son frère dans un foyer. La vie là-bas, comme il le dit lui-même, « était vraiment compliquée ». En ce qui concerne son intégration dans ce nouvel environnement, et en particulier à l'université, Hassan a constaté que les langues étaient l'un des principaux défis, notamment le français. Il ne fait pas référence au français « de tous les jours » mais au français académique : « la langue académique dont nous avons besoin pour écrire et passer l'examen », comme il l'explique. En termes d'adaptation à l'environnement universitaire et de réussite scolaire, Hassan explique que le problème pour les réfugiés dans sa situation est d'arriver à l'université sans connaître, comprendre et aimer le programme d'études. Selon lui, s'ils comprenaient le programme d'études, s'ils l'appréciaient et s'ils suivaient de près les enseignements des professeurs, ils trouveraient sûrement le moyen de réussir.

Un soutien fort de la famille dispersée dans le monde entier

Hassan entretient une relation étroite avec sa famille. Il est en contact quotidien avec son frère, qui est maintenant marié et a obtenu la nationalité luxembourgeoise. Ses parents, qui vivent dans le pays A (hors UE), sont également une source de soutien et de motivation :

« Ouais, elle [sa mère] était tout le temps avec moi... même quand la première fois je n'ai pas réussi certains examens... elle a dit 'non, pas de problème, tu es maintenant dans un nouveau pays tu dois comprendre les choses et tout ira bien'... et c'était vrai parce que, une fois que tu commences à faire les choses, c'est de plus en plus facile... [...]. Ma mère pour ça et mon père aussi... mon père était mon entraîneur [de sport], donc... il me soutenait dans le sport et ma mère pour terminer mes études... c'est pour ça que je les garde... tous les deux ensembles... pour réussir et réussir pour tous les deux... ouais... ».

Compétences élevées pour établir de nouvelles relations

Le capital social relationnel (*bridging capital*), qui représente les liens sociaux établis entre des personnes de race, d'âge, ou de religion, constitue un facteur essentiel du processus d'intégration, car il favorise le sentiment d'appartenance et la participation au milieu social.

La capacité à établir des liens dépend fortement des compétences sociales du migrant (par exemple, sa capacité à communiquer et à établir des relations) pour favoriser les connexions avec son cercle social élargi. Grâce à ses capacités de communication et à sa motivation à aller vers les autres, Hassan mentionne qu'il a noué de nombreuses amitiés. Il explique que dès qu'il voit quelqu'un, il sourit immédiatement :

« Si je vois quelqu'un, je fais un sourire sur son visage... il y a même des "pourquoi il sourit ? », vous savez... et puis « Bonjour, ça va ?" ... Il y a un étudiant qui parle luxembourgeois et j'ai essayé de parler luxembourgeois à ce type... et il m'a demandé '- Oh, d'où viens-tu ?'... '- Je viens de Syrie'... '-Oh, c'est bien, tu parles bien ».

Il est également toujours prêt à aider d'autres étudiants dans leurs études. Il mentionne que les premiers contacts qu'il a établis étaient motivés par le sport et les questions liées à ses études :

« Quand je suis venu, c'était à cause du sport... on discutait tous... il y avait deux gars à côté de moi et je faisais des mathématiques et l'un deux m'ont demandé 'oh tu t'y connais en mathématiques ?'.... J'ai dit 'ouais'... et il y a un gros problème au Luxembourg avec les mathématiques. Les étudiants qui ont postulé pour notre programme ont beaucoup de problèmes en mathématiques, ils sont bons dans d'autres matières mais ils ne peuvent pas réussir en mathématiques. Je ne sais pas pourquoi. C'est un problème pour eux, donc s'ils trouvent quelqu'un qui connaît bien les mathématiques... 'ok comment tu as fait ça ?'. Comme j'aime aider, je lui ai dit 'viens vite après le cours, on peut parler un peu et je peux t'aider pour ça ».

Ses compétences communicatives et sociales l'ont amené à établir un vaste réseau d'amitiés. Il mentionne un ami en particulier qui a été et reste d'une importance majeure dans sa vie :

« Il est luxembourgeois et portugais... il m'enseigne un peu de portugais, donc vous savez [rires]... et il était vraiment comme un bon ami pour moi... il m'aidait aussi mais il était comme l'ami principal... il était avec moi tout le temps... il m'aidait quand j'avais quelque chose de compliqué... 'Oh Pedro, comment tu fais ça ?'... il disait 'ok calme toi... si tu veux, après le cours on peut parler un peu'... donc il était vraiment un bon étudiant et il a aussi tout réussi... ».

4. Les études - l'éducation

Biographie

Denise, 23 ans, d'origine cap-verdienne, est arrivée au Luxembourg à l'âge de cinq ans, avec sa famille, composée de sa mère et deux jeunes frères et sœurs. Au début, elle rapporte que son adaptation n'a pas été facile. Elle se souvient d'avoir été pointée du doigt comme étant « différente » et d'avoir été « traitée différemment » à l'école, dès son plus jeune âge : sa couleur de peau (noire) et ses cheveux étaient jugés "moches" par ses camarades d'enfance.

En outre, une enseignante a un jour attiré son attention sur le fait que sa coiffure n'était « pas adéquate ». Denise a suivi tout son parcours scolaire et termine actuellement une formation en commerce. Elle aspire à aller à l'université pour devenir Assistance Sociale, peut-être dans un pays étranger. Elle vient de se marier et tente de concilier ses aspirations universitaires et professionnelles avec sa vie de famille.

Famille et liens fondés sur une histoire commune

Denise se sent soutenue par sa famille, à la fois par sa mère avec laquelle elle vivait jusqu'à récemment, et par son père qui vit dans le pays B mais qui a toujours eu un rôle de soutien dans sa vie.

Elle établit surtout des relations au sein de sa communauté d'origine et des communautés de migrants brésiliennes et portugaises. Elle estime qu'il est plus facile de créer des liens au sein de ces groupes de migrants qui, selon elle, sont plus proches d'elle, tant sur le plan culturel que sur celui des expériences de vie.

La percée de nouveaux liens sociaux

Selon elle, il est difficile d'établir et de maintenir des contacts pertinents avec les jeunes luxembourgeois en général. Aimant communiquer et aider les autres, elle fait du bénévolat depuis l'âge de 18 ans. Récemment, elle a participé à des actions au sein de la Croix-Rouge pour soutenir les personnes âgées : visites à l'hôpital, informations sur le dépistage et la vaccination pour la Covid-19. Bien qu'elle soit dans le pays depuis son plus jeune âge, qu'elle soit très ouverte, qu'elle parle couramment toutes les langues officielles du Luxembourg et bien qu'elle s'ouvre à la communauté au sens large par le biais du bénévolat, elle déclare ne pas se sentir intégrée au Luxembourg parce qu'elle se sent discriminée et « non acceptée ».

5. Migration liée au travail

Biographie

Amadou a maintenant 23 ans et est venu de Guinée Conakry en 2014 pour trouver un emploi. Sa famille l'a accompagné et il a vécu avec eux dans un foyer pendant quelques mois. Ses parents sont retournés dans leur pays d'origine et il est resté au Luxembourg avec une sœur. Comme il aime jouer au football, il a commencé à chercher une opportunité de jouer dans un club local, qu'il a réussi à trouver. A côté de son activité sportive et afin d'avoir un revenu suffisant, il a également commencé à travailler. Il a d'abord trouvé un emploi dans la commune où il vivait, mais cela n'a pas fonctionné comme prévu et il l'a quitté. Finalement, il a trouvé deux autres emplois qui n'ont pas non plus duré longtemps et pendant deux ans, il s'est retrouvé au chômage. Pour l'instant, il n'a plus le droit de recevoir une allocation chômage. Après s'être retrouvé au chômage, il a également été confronté à des problèmes administratifs et juridiques car, selon ses propres termes, il a « perdu [s]es papiers ». En raison

de sa situation irrégulière, l'ADEM lui a demandé de restituer une partie de la somme qu'il avait perçue au titre des allocations chômage au motif qu'il n'avait pas d'adresse au Luxembourg. Entre-temps, une assistante sociale lui a été assignée pour l'aider à trouver une solution à la situation dans laquelle il se trouve. Son dossier est également suivi par la Croix-Rouge. À l'heure actuelle, sans revenus, il ne peut pas payer le loyer de la maison qu'il occupe et il doit déjà plusieurs mois de loyer. Afin de surmonter les problèmes auxquels il est actuellement confronté, il tente désespérément de trouver un emploi.

Des liens familiaux faibles

Amadou ne bénéficie d'aucun soutien familial significatif visible et évite d'informer sa famille de ses problèmes car il estime que c'est à lui seul de trouver une solution. Dans son état d'esprit, il est venu au Luxembourg non pas pour être une charge pour sa famille mais, au contraire, pour lui apporter une aide financière. Dans sa lutte pour la survie et pour se nourrir, il rend régulièrement visite à sa sœur, mange chez elle et ramène éventuellement de la nourriture à la maison. Il indique que sa famille n'est pas au courant de ses conditions de vie. D'ailleurs, s'ils étaient au courant, ils n'auraient selon lui pas les moyens financiers de le soutenir. En conséquence, il se perçoit comme totalement seul et isolé. Cet isolement n'est rompu que par une relation étroite et solidaire avec une assistante sociale de la Croix-Rouge, qui est consciente de ses conditions de vie et déterminée à l'aider à trouver une solution à ses difficultés actuelles.

Compétences limitées pour atteindre de nouveaux cercles sociaux

Comme nous l'avons déjà mentionné, Amadou se sent complètement isolé et seul face à ses difficultés de survie actuelles. Pendant longtemps, il a mené une lutte effrénée pour trouver un emploi. Ses contacts avec la communauté au sens large s'inscrivent dans le contexte de ses efforts constants pour trouver du travail. Il rencontre systématiquement des employeurs potentiels (des grands magasins aux chantiers de construction), offrant ses services et laissant son CV. Ayant suivi une formation en jardinage, il a commencé avec l'espoir de trouver un emploi dans ce domaine. Comme cela ne s'est pas produit, il a commencé à élargir ses recherches aux grands magasins et finalement au secteur de la construction. Pourtant, tous ses efforts systématiques n'ont donné aucun résultat jusqu'à présent en raison d'une combinaison de facteurs : une présentation inadéquate de sa personne (pointée du doigt par les employeurs potentiels qu'il approche), une inadéquation entre ses compétences acquises et les exigences de certaines niches du marché du travail qu'il vise (également pointée du doigt par les employeurs potentiels qu'il approche), le manque de relations sociales ou d'un réseau social qui pourrait soutenir sa démarche, une discrimination perçue basée sur la couleur de la peau ainsi que la situation actuelle de la pandémie de Covid-19.

5. Indicateurs de développement du capital social

1. Capacités et ingéniosité individuelle

En tenant compte des défis de l'intégration des migrants durant leur passage à l'âge adulte, nous avons pu mettre en évidence une grande variété de ressources et d'atouts individuels qui peuvent être extrêmement pertinents dans le processus de négociation de trajectoires d'intégration positives dans cette phase de la vie. Au cours des dernières décennies, le domaine de la psychologie positive a été prolifique dans la recherche de ces atouts (par ex. Eccles & Gootman, 2002 ; Eccles et al., 2003 ; Hawkins et al., 2009 ; Lerner, Fischer, & Weinberg, 2000 ; Scales & Leffert, 1999; O'Connor et al., 2011). Eccles & Gootman (2002). Dans une revue des études concernant le développement positif (CITE), les principaux atouts psychologiques et sociaux ont été regroupés en trois catégories générales : atouts intellectuels, atouts psychologiques et atouts sociaux. Les atouts intellectuels comprennent, entre autres, la connaissance des compétences essentielles à la vie et en particulier à la profession, de bonnes compétences en matière de prise de décision et de résolution de problèmes, ainsi que la capacité à planifier. Les atouts psychologiques comprennent des éléments tels qu'une bonne santé mentale, une estime de soi positive, des capacités d'autorégulation émotionnelle, une motivation positive pour la réussite, la confiance en sa capacité à atteindre ses objectifs, l'optimisme associé au réalisme, une identité personnelle et sociale cohérente et positive ou encore une forte personnalité morale. Enfin, les atouts sociaux incluent les bonnes relations avec les parents, les pairs et d'autres adultes, ainsi qu'un fort sentiment de connexion à des réseaux et à des institutions sociales, et d'être apprécié par ces derniers.

Une autre conceptualisation de ces atouts a été développée dans le contexte des études sur l'identité. Côté (1996, 1997, 2000, 2006) a introduit le concept de « capital identitaire » pour dénommer les ressources psychosociales indispensables. Dans le cadre de cette théorie, les ressources du capital identitaire peuvent être tangibles ou intangibles. Les ressources tangibles font référence à des aspects extrinsèques à l'identité de l'individu tels que la capacité financière, l'appartenance à certains groupes sociaux, le statut socio-économique et les niveaux de diplômes. Il est possible d'établir un parallèle entre les ressources tangibles du capital identitaire et les actifs sociaux mentionnés par Eccles et Gootman (2002). Les ressources intangibles englobent quant à elle les attributs de la personnalité ou les compétences acquises qui améliorent la capacité de l'individu à négocier un échange fructueux avec d'autres personnes, groupes et institutions sociales. Elles peuvent inclure des aspects tels que la force de l'ego, l'estime de soi, le locus de contrôle interne, le sens de la vie, la capacité d'autoréalisation, la pensée critique ou l'auto-efficacité (Côté, 2006). Comme nous pouvons le constater, les ressources intangibles ressemblent beaucoup aux atouts intellectuels et psychologiques présents dans la catégorisation d'Eccles et Gootman (2002). Le développement des ressources tangibles et intangibles revêt une importance cruciale dans

la mesure où il est censé déterminer la capacité de l'individu à exercer un certain contrôle sur son parcours d'intégration et à bénéficier des réseaux structurels disponibles dans un contexte socioculturel particulier. En outre, le capital identitaire tangible et intangible peut avoir tendance à se renforcer mutuellement : plus l'un croît, plus l'autre se développe facilement.

Hassan présente un bon exemple de la manière dont la présence de ressources en capital identitaire peut influencer fortement et positivement le processus d'intégration. D'une part, ses fortes motivations, son sens de l'objectif, son efficacité personnelle, son ouverture à de nouvelles expériences, sa persistance, sa résilience et ses compétences élevées en matière de communication lui permettent de faire face aux défis inhérents à sa trajectoire d'intégration. Finalement, ces ressources lui permettent de continuer à développer de manière créative de nouvelles compétences adaptables et flexibles à chaque nouveau défi qui se présente sur son chemin. D'autre part, les ressources susmentionnées (en particulier son ouverture à de nouvelles expériences et ses compétences en matière de communication) lui permettent d'élargir son réseau social, en développant continuellement son capital social, à la fois affectif et relationnel. Se faire de nouveaux amis proches permet de développer et d'entretenir un cercle précieux fait de liens affectifs et émotionnels étroits qui alimentent ses motivations, son attitude positive, sa capacité de résistance et sa résilience. Par ailleurs, le fait de pouvoir établir de nouveaux liens avec des personnes issues de groupes et de cultures différents lui permet d'intégrer des cercles sociaux plus larges, et éventuellement de tirer parti de ces ressources sociales pour accéder à des opportunités d'intégration dans diverses sphères de la vie (par exemple, le travail, le social, la culture). La dynamique imposée par l'interaction entre les ressources psychologiques et le capital social semble renforcer les premières et étendre continuellement le second dans une boucle processuelle caractéristique des systèmes dynamiques ouverts. Les effets de cette capitalisation continuent (du capital identitaire et social existant) par le mécanisme dialectique décrit semblent être nettement positifs, tant en termes de bien-être personnel que d'intégration dans la société d'accueil.

L'ingéniosité individuelle a également été mentionnée par plusieurs jeunes répondants lorsqu'ils se référaient au processus de recherche de soutien institutionnel et d'opportunités d'intégration. Par exemple, lorsqu'Oxana décrit son parcours d'intégration dans la société luxembourgeoise, elle indique qu'elle et sa mère « sont allées dans beaucoup d'endroits, beaucoup [lorsqu'elles cherchaient des organisations, des emplois], nous avons couru les endroits - nous nous sommes renseignées sur les organisations. Maman ne savait rien. Je ne savais rien du tout ». Soulignant ainsi l'importance de la « débrouillardise », la jeune répondante fait remarquer que « c'est bien comme ça, l'intégration, c'est quand on court comme un fou [pour tout trouver par soi-même] [...] si on vous prend partout par la main [...] c'est mal ». Pourtant, elle reconnaît aussi les avantages de ne pas être seule dans cette démarche : « oui, j'ai toujours eu quelqu'un qui m'a accompagnée ».

Au contraire, Amadou, arrivé au Luxembourg avec beaucoup moins de ressources personnelles et sociales, semble coincé dans une dynamique d'intégration négative sur

laquelle il n'a aucun contrôle et ne parvient pas à imaginer comment en sortir. Les facteurs personnels et sociaux semblent se combiner pour former une interaction négative qui l'a conduit à un état apparent d' « impuissance acquise » (Seligman, 1972 ; Peterson, 2010). D'une part, malgré sa persistance face à l'adversité, il semble employer une stratégie individualiste basée uniquement sur l'autonomie, ce qui l'empêche de développer le capital social nécessaire pour l'aider à relever ses défis. D'autre part, le contexte social actuel semble imposer de forts blocages à une résolution positive des difficultés qu'il rencontre : manque d'opportunités d'emploi particulièrement aggravé par le contexte de la pandémie de Covid-19, discrimination raciale perçue dans le processus de candidature à des postes existants, manque de soutien institutionnel approprié et efficace.

2. L'autrui significatif

Lorsque les migrants expliquent comment ils s'installent dans un nouvel endroit, comment ils apprennent à s'y orienter, ils font référence aux personnes qui les ont aidés dans cette démarche. Il s'agit généralement de personnes de confiance pour le(a) jeune migrant(e), qui l'a particulièrement soutenu et aidé au cours des premiers mois suivant son arrivée. Cet "autrui significatif" dispose de caractéristiques particulières qui font d'elle une personne importante pour le(a) jeune migrant(e).

- L'autrui significatif est une nouvelle personne familière de la communauté d'accueil dont le jeune migrant ne connaît encore pas les codes sociaux. L'autrui significatif est en dehors du cercle d'attachement du migrant, c'est-à-dire du groupe habituel et familial.
- En général, cette personne est plus âgée et/ou mature. Il peut s'agir d'un camarade de l'âge du jeune migrant (rencontré à l'école, par exemple). Cependant, l'autrui significatif est considéré comme plus âgé en termes de maturité et en raison des connaissances qu'il/elle possède. Supérieur en âge et en maturité, l'autrui significatif n'est pas perçu comme hiérarchiquement supérieur au jeune. LE jeune migrant est plutôt considéré sur un pied d'égalité avec cette personne de confiance.
- Cette personne peut être rencontrée en toute occasion, que ce soit dans une de manière formelle ou e par hasard. Les institutions formelles servent de porte ouverte où les jeunes peuvent rencontrer de manière inattendue de tels soutiens. Même s'il/elle travaille dans une institution formelle, l'autrui significatif va généralement au-delà de ses fonctions et est prêt(e) à faire un travail supplémentaire pour aider les autres. L'envie de vouloir aider les autres (au-delà des responsabilités de l'organisation, en faisant plus que nécessaire) est ce qui fait que cette personne se distingue dans une organisation bureaucratique. Elle est donc perçue comme une personne inspirante et motivante pour les jeunes migrants.
- Ce qui est particulièrement important, c'est que cette personne possède les caractéristiques du mécène et du bénévole. L'autrui significatif est ouvert aux autres,

partage sa propre expérience avec d'autres individus. Il est particulièrement utile au jeune dans la mesure où il partage avec lui de nouvelles informations qui permettent au jeune de trouver sa place dans le pays d'accueil. L'autrui significatif partage une expertise fiable et est doté de connaissances approfondies, notamment pratiques, qui peuvent s'avérer très utiles au jeune migrant.

- L'autrui significatif a un impact durable sur la vie des jeunes migrants. Même des années plus tard, même s'ils ne sont plus en contact, le souvenir de cette personne reste très fort. De plus, la relation que le jeune migrant établit avec l'autrui significatif a un fort impact sur la façon dont il communiquera avec autrui le reste de sa vie. Les jeunes migrants vont reproduire, transmettre cette expérience et baser leur avenir sur celle-ci.

Ainsi, le/la jeune migrant(e) peut développer des caractéristiques similaires à l'autrui significatif et devenir une source d'inspiration et de motivation pour les autres. Il/elle endosse alors le rôle d'un autrui significatif et se porte volontaire pour soutenir d'autres personnes dans le besoin et dans des situations où il s'est déjà trouvé lui-même. À cet égard, Hassan, le réfugié syrien présenté ci-dessus, souligne l'importance d'avoir développé une amitié forte durant son processus d'intégration. Cet ami est devenu une source de soutien émotionnel et fonctionnel dans sa vie : « il était vraiment comme un bon ami pour moi... il m'a aidé aussi, mais il était comme l'ami principal'... il était toujours avec moi... il m'aidait quand j'avais quelque chose de compliqué ». Grâce à cet ami, Hassan a également pu accéder à un cercle social plus large (le réseau de son ami), élargissant ainsi manière exponentielle son réseau de soutien et se sentant de plus en plus intégré dans sa communauté d'accueil.

A son tour, Vlado, d'origine serbe et âgé de 18 ans, arrivé au Luxembourg à l'âge de 11 ans avec sa mère, affirme que les deux premières années au Luxembourg ont été très difficiles pour lui. L'intégration scolaire était évidemment difficile en raison des barrières linguistiques. Mais la plus grande difficulté venait d'un sentiment d'aliénation et de solitude dû au fait qu'il avait perdu le contact avec ses amis restés en Serbie. Les choses ont commencé à s'améliorer pour lui lorsqu'il a noué une amitié étroite avec un camarade de classe également d'origine serbe. Ce lien affectif étroit, qui a finalement conduit au développement de nouvelles amitiés (principalement avec d'autres camarades de classe serbes), a été crucial pour déclencher un processus d'intégration beaucoup plus rapide (par rapport aux deux premières années précédentes dans le pays). Son intérêt pour l'école s'est développé dans ce contexte et il a commencé à maîtriser les langues officielles du pays. En outre, les bons résultats scolaires ont rapidement suivi. Surtout, grâce à ce nouvel ami et au lien affectif étroit qui s'est établi entre les deux individus, Vlado s'est rapidement constitué un réseau d'amis plus large avec qui il partage des valeurs, des goûts, des intérêts et des activités communs. Le résultat le plus notable de ce processus a été le développement d'un sentiment d'appartenance qui a alimenté sa motivation scolaire et sa joie de vivre générale.

De la même manière, Yamira, réfugiée syrienne de 18 ans arrivée au Luxembourg avec ses parents et ses frères et sœurs, exprime une immense joie d'être à l'école après avoir noué des amitiés étroites avec certains de ses camarades de classe. Ces amitiés lui procurent de la joie et une grande motivation pour réussir ses études mais aussi un sentiment d'appartenance à sa communauté d'accueil, comme nous l'avons exprimé plus haut avec l'exemple de Vlado. Aujourd'hui, Yamira a réussi à atteindre un haut niveau de compétence dans trois langues officielles du Luxembourg et s'oblige à utiliser l'une d'entre elles dans ses interactions sociales. Aussi, ses progrès en termes de communication lui ont donné la possibilité d'interagir avec un réseau social de plus en plus large en dehors de son cercle familial, ce qui renforce son sentiment d'intégration sociale et alimente son sentiment de bien-être personnel.

3. Les organisations : organisations semi-formelles et organisations informelles

En raison de normes culturelles et traditionnelles, certains migrants ont une proximité lointaine avec les institutions formelles en général. Ainsi, ils ne s'attendent pas toujours à ce qu'une organisation formelle et gouvernementale œuvre pour leur fournir une assistance. De peur d', les migrants, surtout les jeunes, se réfèrent peu aux organisations gouvernementales. Ils ne savent pas non plus comment et où entamer ce processus : à qui s'adresser, où aller, etc. Ils doivent donc s'en remettre à d'autres organismes pour obtenir des informations. Les canaux semi-formels et informels sont des voies essentielles pour le développement des relations et la construction du parcours d'intégration des jeunes migrants dans leur pays d'accueil.

Les organisations informelles sont donc particulièrement utiles pour développer des relations sociales et rencontrer de nouvelles personnes. Elles sont parfois la seule porte d'entrée dans le nouveau pays pour comprendre comment construire une nouvelle vie.

Aussi, ces organisations deviennent le seul élément de liaison avec la nouvelle société et permettent aux jeunes migrants de sortir de l'isolement et de se socialiser. Le restaurant Chiche fait partie de ces organisations. Selon son représentant, l'objectif de Chiche est de « donner des perspectives à des personnes qui n'en ont pas [...], qui autrement ne seraient pas autorisées à travailler ou traîneraient dans des camps pendant des années, sans pouvoir être utiles et avoir un avenir. Grâce à ce restaurant et aux contrats que nous avons proposés aux migrants, [nous avons réussi] à donner des papiers [légaux] à de nombreuses personnes ». Pour ces migrants, avoir la possibilité de travailler est extrêmement important pour « se restructurer, sortir des expériences traumatisantes [...], se sentir utiles et pouvoir prendre soin de soi et de leur familles ». Dans le cadre de ces principes d'action, l'objectif de cette entreprise privée est également de présenter la preuve « qu'il est possible de laisser les migrants travailler [...] au lieu d'être obligés de rester inactifs pendant tant d'années, en attendant la décision finale [concernant leur statut juridique] ». Ayant pour objectif de soutenir les migrants dans leur travail et leur intégration globale dans la société

luxembourgeoise, le restaurant recrute ses employés non pas sur la base de leurs compétences mais sur la base de leurs besoins. Dans ce cadre, il engage « uniquement des personnes non professionnelles [...] qui n'ont jamais travaillé dans un restaurant auparavant ou qui n'ont jamais travaillé du tout auparavant ». En outre, le recrutement ne tient pas compte des « barrières linguistiques ou des compétences [antérieures] » car « avec la bonne motivation [...] nous sommes convaincus que les gens peuvent apprendre [ce que nous faisons] ici [...] et certains d'entre eux sont vraiment bons dans ce qu'ils font après un certain temps ». Ainsi, en offrant des opportunités de travail à ces migrants, le restaurant joue un rôle de formation : « [...] nous enseignons ». En ce qui concerne les jeunes migrants, le fait d'avoir un lieu de travail, une chance d'être actif, est particulièrement important pour ceux qui, dans le contexte du système scolaire multilingue luxembourgeois et après avoir vu leurs diplômes scolaires antérieurs non reconnus officiellement, « sont obligés d'être rejetés dans leur éducation [...], obligés de s'asseoir sur le banc avec des jeunes de 12 ou 14 ans et d'apprendre la langue à partir de zéro ». Par conséquent, certains d'entre eux « se découragent et arrêtent l'école et ne font rien ». Une fois encore, il est souligné que le fait d'avoir une opportunité de travail évite à ces jeunes migrants d'être oisifs, de « rester au lit toute la journée », et les met « sur la bonne voie, [leur permettant] de trouver du plaisir à travailler, à instaurer une routine quotidienne et évidemment, à gagner de l'argent et à faire quelque chose d'utile ». Au final, s'engager dans le monde professionnel leur permet d'avoir une activité qui a du sens, « quelque chose à quoi s'accrocher, un outil pour faire du bon travail ». En outre, travailler au restaurant offre l'opportunité de développer un cercle d'amis qui peut devenir un réseau de soutien affectif capable de soutenir les migrants dans leurs efforts d'intégration. Enfin, le fait de travailler dans un tel environnement leur permet « d'interagir avec tous les clients », de pratiquer les compétences linguistiques et de développer un réseau plus large de connexions (*bridging*). Ce qui peut s'avérer extrêmement utile pour trouver de nouvelles opportunités d'emploi et poursuivre leurs trajectoires d'intégration.

Open Homes est un autre projet visant à faciliter l'intégration des migrants en leur offrant un environnement familial favorable et une interaction avec les nationaux. En vivant dans une famille d'accueil, les migrants apprennent à connaître les Luxembourgeois et ont l'occasion de découvrir la culture du pays. Vivre dans une famille d'accueil peut également apporter une multitude d'autres avantages : soutien émotionnel et conseils amicaux, capital social de la famille, élargissement des liens sociaux (*bridging*) qui dépassent le cercle d'attache initial. Enfin, cette expérience d'intégration peut également diminuer les risques de radicalisation politique de certains jeunes migrants qui rencontrent des difficultés, voire des discriminations, au cours de leur parcours d'intégration, en créant un environnement de « compréhension de la culture d'accueil » et un espace de « discussion et de tolérance » vis-à-vis des différents modes de vie. En ce sens, « l'idée de Open Homes est de créer non seulement des liens entre les familles luxembourgeoises de tout le pays et ces jeunes migrants [mais aussi] de contribuer à la cohésion sociale [en] changeant potentiellement l'opinion [des nationaux] sur ces personnes [dont] ils auraient autrement peur ». Pour les jeunes migrants

eux-mêmes, comme mentionné plus haut, « vivre dans une famille ouvre bien sûr de nombreuses portes. Les jeunes migrants apprennent non seulement la langue plus rapidement mais ils ont aussi la possibilité de profiter de tout le réseau social de cette famille ». Ainsi, beaucoup d'entre eux ont bénéficié d'un tel capital social pour « trouver un emploi ou un apprentissage ». A cet égard, le cas de Cala, réfugiée irakienne de 28 ans, vivant dans un foyer depuis plus de cinq ans, illustre bien les effets délétères du manque de contacts. Vivant dans un foyer, elle dit se sentir très isolée. Elle apprend actuellement le français mais n'a pas encore acquis le niveau suffisant pour l'utiliser dans ses interactions. Son isolement semble empêcher un processus d'intégration plus rapide à plusieurs égards : l'acquisition de la langue, l'établissement d'un réseau social plus large en dehors du foyer, la construction d'un projet de vie qui pourrait lui donner un sens et l'aider éventuellement à surmonter les expériences traumatisantes qu'elle a vécues, ainsi que la tristesse découlant de la distance physique avec sa mère, restée en Irak.

Dans le même objectif de création de liens sociaux et d'interactions, l'organisation Hariko travaille pour l'intégration des jeunes migrants en « offrant un accès à l'art et à la créativité à tous les jeunes entre 12 et 26 ans ». Ces derniers ont accès à des « ateliers gratuits » et ont la possibilité de « rencontrer d'autres jeunes d'autres pays et des résidents luxembourgeois » ainsi que d'interagir avec des artistes professionnels. Grâce à la variété d'interactions et expériences proposées, de nombreux jeunes migrants « ont été motivés à découvrir leurs propres talents », à « accroître leur confiance en eux » et à « découvrir leur voix », dans un contexte « hors du commun [...] et attrayant pour les jeunes », où ils « ont le plaisir de venir et de se sentir à l'aise ». Grâce aux liens qui se nouent dans un tel environnement et avec l'aide de l'organisation, de nombreux jeunes migrants ont été soutenus pour trouver « d'autres occupations ou réaliser leurs rêves artistiques dans un pays nouveau pour eux ». Cela leur permet de commencer à construire leur trajectoire d'intégration autonome au point que « lorsqu'ils ne viennent plus, cela signifie qu'ils ont trouvé leur place dans la société ». En ce sens, Hariko fonctionne comme une « sorte de base avec des attaches fortes qu'ils [les jeunes migrants] utilisent pour se construire et explorer des moyens de s'épanouir ». Ces expériences sont particulièrement importantes pour les « jeunes migrants qui migrent seuls, en particulier les mineurs non accompagnés » qui « ont besoin de références », de « quelqu'un à qui parler lorsqu'ils sont confrontés à un problème », car « même s'ils veulent toujours être forts et qu'ils ont fait tout ce chemin seuls [...], à l'intérieur, ils sont encore très jeunes et vulnérables et ils ont besoin de personnes pour les guider et les garder sur le bon chemin ».

Dans d'autres cas, les organisations semi-formelles sont considérées comme bureaucratiques et impersonnelles et ne permettent pas de développer des contacts personnels. Aussi, les jeunes migrants considèrent parfois les organisations gouvernementales comme un soutien instrumental formel et s'en abstiennent pendant leurs premiers mois voire leurs premières années dans le pays. Cependant, ils risquent de passer à côté d'autres opportunités et possibilités qui y sont associées.

6. Le manque de réciprocité : un frein à l'intégration

Aujourd'hui, l'intégration est comprise comme un processus à double sens, impliquant un engagement à la fois des migrants et de la société d'accueil (ses institutions et la société dans son ensemble). Les trajectoires d'intégration réussies sont donc le résultat d'une interaction harmonieuse entre ces deux parties. Du côté des jeunes migrants, leur capacité à relever les défis de l'intégration dépend de leurs propres ressources qui, aux fins de la présente étude, ont été précédemment englobées dans les concepts généraux d'identité et de capital social. Ainsi, nous avons pu voir qu'un large éventail d'actifs psychosociaux sont déployés pour négocier et naviguer dans les trajectoires d'intégration et ce dans diverses sphères de la vie telles que l'éducation, le travail et l'inclusion socioculturelle. Du côté de la société d'accueil, des outils juridiques, des procédures d'information et des mécanismes de soutien sont mis en place pour appuyer et promouvoir des trajectoires d'intégration réussies. En ce qui concerne ces derniers, dans certains cas, le seul soutien informationnel et fonctionnel peut s'avérer insuffisant pour fournir un contexte d'intégration efficace, comme nous avons pu l'observer dans certains des cas présentés dans cette enquête.

Par exemple, Denise, une Capverdienne, arrivée au Luxembourg à l'âge de cinq ans a immédiatement répondu « non » lorsque nous lui avons demandé si elle se sentait intégrée dans la société luxembourgeoise. Pourtant, à travers le système scolaire luxembourgeois, elle a appris à naviguer dans sa société d'accueil et maîtrise parfaitement un large éventail de langues, dont le créole capverdien, le luxembourgeois, le français, l'allemand, le portugais et l'anglais. Elle a commencé à faire du bénévolat (activité qu'elle poursuit actuellement) à l'âge de 18 ans, participant ainsi de manière active et constructive à la société luxembourgeoise. D'un point de vue formel, son intégration est réussie et remplit toutes les conditions. Cependant, malgré tous les signes extérieurs d'un parcours d'intégration réussi, elle ne se « sent pas acceptée » au Luxembourg. Pour elle, l'acceptation et la réciprocité font défaut. Elle a été continuellement discriminée à l'école en raison de sa couleur de peau et de sa classe sociale. Au niveau de ses relations sociales, elle déclare n'avoir jamais eu beaucoup d'occasions d'interagir avec des nationaux luxembourgeois et avoir entretenu des relations principalement au sein des communautés capverdienne, brésilienne et portugaise.

Cette segmentation apparente des réseaux sociaux, qui semble commencer tôt à l'école et se manifester ensuite dans des échanges sociétaux plus larges, est également rapportée par d'autres répondants. Par exemple, Luana, une mère capverdienne de deux enfants, divorcée et âgée de 29 ans et qui vit au Luxembourg depuis plus de 20 ans parle d'une "barrière" qui la sépare, elle et sa communauté, des Luxembourgeois. Elle fait également état d'un manque de sens de la vie en communauté dans le pays, car tout le monde semble vivre selon la devise du « chacun pour soi ». Selon elle, cet individualisme perçu entrave la possibilité de créer des liens sociaux entre les diverses communautés vivant dans le pays et procure une expérience sociale de « froideur ».

Ces entretiens, comme beaucoup d'autres, fournissent un compte-rendu de la segmentation du capital social qui commence par la segmentation des parcours scolaires basée sur la discrimination raciale. En effet, cette discrimination force les jeunes migrants noirs à opter pour des études techniques et, par la suite, à aller à l'étranger s'ils veulent poursuivre une éducation universitaire (donnée confirmée par les experts interrogés). A partir de ces exemples, nous pouvons constater les effets négatifs du manque d'interaction entre les jeunes de différentes communautés migrantes et les nationaux luxembourgeois. L'ouverture à une telle interaction habituelle et la création d'opportunités pour qu'elle se produise pourraient avoir un impact positif sur l'inclusion et la cohésion sociales au Luxembourg. Dans un premier temps, cette interaction pourrait avoir un impact sur la représentation sociale des jeunes migrants. Comme l'a dit le représentant du restaurant Chiche à propos des réfugiés, ceux qui travaillent dans le restaurant sont « les ambassadeurs de tous les réfugiés », ils ont l'occasion « d'interagir avec tous les clients, et si ce contact est très positif, [il aura] un impact sur l'opinion de nos clients sur les questions de migration ». De ces rencontres sociales, les migrants peuvent eux aussi tirer une « expérience agréable et l'emporter chez eux ». D'une part, le contact social avec les nationaux peut potentiellement aider à déconstruire les préjugés existants et ainsi permettre la reconstruction d'une représentation sociale plus positive des migrants, sur la base d'interactions personnelles. D'autre part, il peut stimuler une intégration plus rapide de ces migrants et le développement d'un sentiment d'acceptation par la communauté d'accueil, accompagné d'un sentiment accru de bien-être. Un autre avantage potentiel d'une interaction généralisée entre les migrants et les nationaux serait sa capacité à construire du capital social (capital relationnel), en développant un réseau social large et hétérogène qui pourrait générer des opportunités d'intégration dans diverses sphères de la vie.

6. Discussion des résultats et de l'impact du Covid-19

L'enquête ci-contre s'est concentrée sur l'analyse de la manière dont les jeunes migrants s'appuient sur le capital social pour s'intégrer dans leur nouveau pays. Les données qualitatives, avec l'appui de l'aperçu quantitatif, ainsi qu'un aperçu des documents de politique migratoire pertinents, ont permis d'approfondir l'objet de la recherche.

Le rôle des relations sociales dans l'intégration est très important, en particulier chez les jeunes migrants. Nous avons vu que l'intégration de tous les jeunes migrants dépend de leurs relations sociales et ce, dès leur arrivée dans le pays d'accueil. Ils ne peuvent pas exister dans un vide social, surtout dans un lieu inconnu. Grâce aux contacts sociaux, ils développent des relations de confiance et établissent leurs premiers contacts avec l'inconnu (dans la nouvelle société) à partir de l'espace social connu et familial (c'est-à-dire leur famille) dans le pays d'accueil, ou grâce au soutien de leurs membres du pays d'origine.

En analysant les façons dont les jeunes s'engagent dans le capital social affectif, relationnel ou les deux, l'analyse n'a pas suivi une position normative. En d'autres termes, le projet n'a pas attribué le capital social relationnel comme quelque chose de « meilleur » pour une intégration réussie. L'enquête n'a pas non plus positionné le capital social affectif comme quelque chose de "mauvais" ou limitant les chemins possibles vers l'intégration des jeunes migrants (Nannestad et al., 2008).

Le projet s'est plutôt distancié de la position consistant à conceptualiser le capital social, en particulier les deux types de capital social cités au long de l'étude, comme quelque chose de statique. L'objectif du projet était d'explorer l'acquisition du capital social comme un processus parallèle à l'intégration. Ainsi, en considérant l'intégration comme un processus continu, l'acquisition du capital social a également été présentée un processus tout au long de la vie des jeunes migrants.

Le projet SOCAMI s'est donc appuyé sur trois piliers conceptuels pour comprendre le rôle du capital social dans l'intégration des jeunes migrants :

Nous avons d'abord examiné la manière dont les jeunes s'appuient sur les liens affectifs, et en particulier les liens familiaux. Le capital social affectif fournit un soutien et assure la sécurité des (jeunes) migrants. Se trouvant dans des situations nouvelles et ne sachant pas comment faire leurs premiers pas dans le nouveau pays, les (jeunes) migrants reçoivent le soutien et les encouragements des membres de leur famille directe. En outre, les liens familiaux, tels que l'ethnie ou la culture (linguistique), servent de repère dans le processus de d'intégration au sein de la société d'accueil. La diaspora, les réseaux ethno-raciaux, ainsi que leur organisation agissent comme une « colle » (Putnam), c'est-à-dire qu'ils servent de médiateur aux nouveaux migrants dans le pays d'accueil.

Nous avons ensuite identifié comment les jeunes migrants obtiennent un soutien par le biais de nouvelles relations, c'est-à-dire grâce à leur capital social relationnel. À un certain moment, pour certains (jeunes) migrants, l'espace commun et familial ne peut plus fournir

de soutien, et les relations existantes ne peuvent pas fournir suffisamment de ressources ou d'informations sur le nouveau lieu. Dans de telles situations, les (jeunes) migrants doivent sortir de leur cercle familial et entrer dans le nouvel espace inconnu, non familier pour tenter d'y développer de nouvelles relations sociales. Le fait de pouvoir passer de l'espace familial au nouvel espace et de relier ces deux espaces garantit aux jeunes migrants une meilleure compréhension et une meilleure intériorisation des processus sociaux de la société d'accueil.

Enfin, nous avons observé comment les jeunes « naviguent » entre les liens « connus » (*capital affectif*) et acquièrent des capacités de rupture avec liens familiaux et « connus » pour construire de nouvelles relations dans les espaces « inconnus ».

Cette navigation entre capital social affectif et capital social relationnel confirme l'hypothèse du processus continu de l'acquisition du capital social (à la fois affectif et relationnel) est un processus continu. Développer des capacités (individuelles) pour s'ouvrir à de nouveaux espaces sociaux qui permettraient de développer de nouveaux contacts sociaux nécessite des efforts et des ressources. En outre, en dehors des capacités individuelles, les nouvelles organisations qui servent de terrain neutre pour explorer l'inconnu et se familiariser avec la nouveauté sont d'une grande importance. Contrairement aux deux premiers processus, qui sont considérés comme statiques et linéaires, le mouvement entre les deux types de capital social est dynamique.

De plus, ce processus continu est multisectoriel : grâce à de nouveaux liens et à de nouvelles connexions, les jeunes migrants élargissent leur réseau social. Avec le temps, ils se familiarisent avec ce nouvel espace dans la mesure où il leur permet d'intérioriser de nouvelles normes, règles et pratiques. De cette manière, les éléments du capital social relationnel deviennent des propriétés du capital social affectif. Par conséquent, l'acquisition de nouveaux éléments et leur intériorisation dans l'espace familial permet aux jeunes migrants d'aller de l'avant et d'explorer de nouveaux lieux non familiaux.

L'acquisition du capital social qui pourrait éventuellement mener à l'intégration est donc considérée comme un processus continu.

Finalement, les compétences permettant de savoir comment se déplacer et passer du capital social affectif au capital social relationnel garantissent l'intégration des jeunes migrants à plusieurs niveaux, notamment aux niveaux sociaux, culturel et politique. Ce processus s'observe particulièrement dans la vie des jeunes migrants qui connaissent plusieurs transitions dans leur parcours de vie (de l'éducation à l'emploi, de la vie chez les parents à la vie en autonomie) et vivent un large éventail d'événements marquants (premier emploi, vie indépendante, mariage, enfants à charge, etc.). Ainsi, le type de soutien (émotionnel, matériel) et son degré d'intensité (fort, faible) devraient varier en fonction des besoins des jeunes migrants et des situations dans lesquelles ils se trouvent. La confiance en un soutien familial est aussi importante que la confiance en un soutien nouveau et varié.

Lorsqu'ils disposent des deux types de capital social, les jeunes migrants peuvent naviguer plus facilement entre les espaces de capital social affectif et relationnel. En fonction des

étapes du parcours de vie dans lesquelles ils se situent, les jeunes migrants sont en mesure de s'appuyer sur l'un ou l'autre type de capital social, d'en souligner l'importance et de choisir parmi les instruments et les ressources disponibles. Sans le soutien des organisations, il est difficile pour les jeunes migrants de faire face aux risques structurels. En effet, le rôle des organisations qui accompagnent les migrants dans leur quotidien est de soutenir ces populations dans leurs différentes transitions qui s'avèrent cruciales pour « l'intégration sociale, carrefour de la réussite ou de l'échec biographique selon les conditions (inégaux) et les prérequis » (Stauber & Walther, 2006 : 244).

Le projet SOCAMI a été mené dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Bien qu'il n'ait pas été développé initialement pour tester les implications de la crise sanitaire sur les processus d'intégration des migrants, le projet a néanmoins réussi à saisir l'impact de la pandémie sur les relations sociales et plus largement le quotidien des jeunes migrants pendant cette période. L'enquête a ainsi montré que la Covid-19 a eu un effet particulièrement néfaste sur les jeunes migrants. Tout d'abord, les restrictions sanitaires ont réduit leurs contacts physiques et d'interaction émotionnelle avec leurs proches. Beaucoup d'entre eux ont été séparés de leurs familles, restées dans leur pays d'origine. La communication virtuelle ne pouvait alors remplacer l'échange émotionnel physique. N'ayant pas la possibilité de se rendre dans leur communauté d'origine ou de recevoir leurs proches au Luxembourg, les jeunes migrants ont peu de personnes physiques proches avec lesquelles ils peuvent interagir. En outre, la jeunesse est le moment de développer et de cimenter des contacts importants et de nouer des amitiés et des relations étroites dans le cadre des activités qui accompagnent la jeunesse : études, premier emploi, emploi étudiant, loisirs. Cependant, lorsque toutes ses activités ont été réduites ou déplacées vers des plateformes en ligne, les jeunes ont perdu ces espaces d'échange cruciaux pour la socialisation. Par conséquent, ils ont manqué des possibilités de développer des liens sociaux et de construire de nouvelles relations avec leurs pairs. Dans certains cas, la scolarité et le travail en ligne ont rendu les personnes plus vulnérables et isolées. C'est notamment le cas des jeunes en transition : transitions entre les différentes étapes de l'éducation (de l'école primaire au lycée, du baccalauréat à l'université) ou transition de l'éducation vers l'emploi. Étant nouveaux dans leur société d'accueil, les jeunes ne pouvaient pas développer de nouveaux types de soutien de la part de leurs pairs (personnes ayant les mêmes expériences) ce qui leur aurait pourtant permis de minimiser le stress et de s'adapter à leur nouvel environnement (Kerivel et al., 2021).

Ensuite, leur vie sociale étant limitée au minimum, les jeunes migrants ont manqué des occasions d'apprendre de nouveaux aspects de l'échange social. Certains ont perdu l'emploi à temps partiel qu'ils occupaient en parallèle de leurs études et sont devenus dépendants du soutien des autres. Dans certains cas, lorsqu'ils n'avaient aucun soutien familial, les jeunes migrants se sont retrouvés dans des situations encore plus vulnérables. Pour les jeunes migrants qui n'ont pas de famille ou de proches vivant dans au Luxembourg, la situation est parfois devenue très dramatique. Dans ce contexte, les organisations de soutien ont tenté de

comblent ce manque de relations sociales et offrent un soutien financier aux jeunes migrants dans le besoin.

Conclusion

Comme nous l'avons observé, les trajectoires d'intégration réussies dépendent d'une multiplicité de facteurs qui vont des atouts et ressources personnels aux conditions structurelles (formelles ou informelles) qui peuvent agir comme des facilitateurs ou des obstacles au processus d'intégration. Au niveau socio-structurel, l'objectif, selon les bonnes pratiques d'intégration, devrait toujours être de promouvoir les facilitateurs d'intégration et d'en supprimer les obstacles. En ce qui concerne le rôle du capital social dans ce processus global, la création de conditions propices à un développement et à une expansion progressive et dynamique du capital affectif et du capital relationnel peut être d'une importance capitale pour la promotion de trajectoires d'intégration réussies pour les jeunes migrants. Les gains qui en découlent peuvent être observés tant au niveau personnel (perception de l'intégration, sentiment d'appartenance) qu'au niveau social (cohésion sociale).

La promotion du développement du capital social peut englober un ensemble d'actions diverses et hétérogènes. Les chercheurs du projet SOCAMI, ayant eu accès à la fois aux expériences et aux points de vue des parties prenantes et des jeunes migrants, ont été en mesure de saisir un ensemble de questions centrales qui peuvent avoir un impact important, direct ou indirect, sur le développement du capital social dans le processus d'intégration continu et ouvert des jeunes migrants. À partir de ces différents résultats, nous avons pu lister différents besoins identifiés dont la réponse pourrait faciliter les parcours d'intégration des jeunes migrants :

- La mise en place de procédures administratives souples et flexibles visant à favoriser l'établissement le plus tôt possible de contacts et de connexions avec la société d'accueil.
- La transmission d'informations de manière personnalisée, individualisée, afin que les jeunes migrants se sentent accueillis et établissent une relation de confiance avec les institutions officielles en charge des procédures d'intégration.
- Un programme d'accompagnement pourrait être mis en place afin de mieux répondre aux besoins ou aux défis du migrant. Par exemple, un programme de mentorat auquel d'anciens migrants qui ont traversé le même processus d'intégration pourraient participer sur une base volontaire pourrait être établi.
- La promotion de canaux de contact et d'interactions fructueuses entre les jeunes migrants et la population locale.

- L'élimination des obstacles à une interaction précoce des migrants avec la société d'accueil (intégration scolaire précoce, permis de travail, mesures visant à atténuer les effets délétères d'une longue permanence dans les foyers) ;
- L'élimination progressive des obstacles à une intégration réussie par la promotion de pratiques de non-discrimination et de non-séparation (fondées sur la race, le pays d'origine ou le statut social) dans toutes les sphères de la vie publique.

Ces actions et mesures pourraient favoriser des contacts plus fluides entre les différents groupes et segments de la société luxembourgeoise. D'après les résultats de cette enquête, de tels changements pourraient, à terme, déclencher des processus d'interaction dynamiques accrus entre le capital social affectif et le capital social relationnel, rendant les liens sociaux plus hétérogènes et moins segmentés en groupes sociaux cristallisés et favorisant des niveaux plus élevés d'intégration et de cohésion sociales.

Bibliographie

- Arnett, J. J. (2000). Emerging adulthood: a theory of development from the late teens through the twenties. *American Psychologist*, 55, 469-480. [doi: 10.1037//0003-066X.55.5.469](https://doi.org/10.1037//0003-066X.55.5.469)
- Arnett, J. J. (2006). Emerging adulthood: understanding the new way of coming of age. In J. J. Arnett & J. L. Tanner, *Emerging adults in America: coming of age in the 21st century*. Washington: American Psychological Association.
- ASTI (2019). Sondage « Vivre ensemble au Luxembourg » TNS-Ilres pour les 40 ans de l'ASTI Communiqué de presse. https://www.asti.lu/wp-content/uploads/2019/11/communiqu%C3%A9_sondage_volet_participation_politique_28119.pdf
- Bauman, Z. (2001). *The individualized society*. Oxford: Blackwell Publishers Ltd.
- Beck, U. (1992). *Risk society: towards a new modernity*. London: Sage.
- Beck, U. & Beck-Gernsheim, E. (2002). *Individualization: institutionalized individualism and its social and political consequences*. London: Sage.
- Bourdieu, P. (1983). Ökonomisches Kapital, kulturelles Kapital, soziales Kapital. In Krekel, R. (Editor), *Soziale Ungleichheiten*. Otto Schwarz & Co., Göttingen, pp. 183-198.
- Bourdieu, P. (1986). The forms of capital. In: Richardson, J., *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*. Westport, CT: Greenwood: 241-58.
- Bourdieu P. (1992). Thinking About Limits. *Theory, Culture & Society*, 9(1): 37-49. [doi:10.1177/026327692009001003](https://doi.org/10.1177/026327692009001003)
- Bourdieu, P. (1998). *Practical Reason: On the Theory of Action*. Boston: Polity Press.
- Bourdieu, P. and Wacquant, L. (1992). *An invitation to reflexive sociology*. Chicago: University of Chicago Press.
- Carling, J. & Collins, F. (2017). Aspiration, desire and drivers of migration. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44, 1-18. [10.1080/1369183X.2017.1384134](https://doi.org/10.1080/1369183X.2017.1384134).
- Castells, M. (2000). *The Rise of the Network Society*, 2nd Edition, with a New Preface. New Jersey: Wiley Blackwell.
- Coleman, J. S. (1990). *Foundations of social theory*. Cambridge: Belknap Press of Harvard University Press.
- Côté, J. E. (1996). Sociological perspectives on identity formation: the culture-identity link and identity capital. *Journal of adolescence*, 19, 419-430. [doi: 140971/96/050417+12/\\$18.00/0](https://doi.org/10.1016/0140971(96)050417+12/$18.00/0)
- Côté, J. (1997). An empirical test of the identity capital model. *Journal of Adolescence*, 20, 421-437.
- Côté, J. E. (2000). *Arrested adulthood*. New York: New York University Press.
- Côté, J. E. (2006). Emerging adulthood as an institutionalized moratorium: risks and benefits to identity formation. In J. J. Arnett & J. L. Tanner, *Emerging adults in America: coming of age in the 21st century*. Washington: American Psychological Association.
- Côté, J. & Bynner, J. (2008). Changes in the transition to adulthood in the UK and Canada : the role of structure and agency in emerging adulthood. *Journal of Youth Studies*, 11, 251-268.
- Côté, J. E. & Levine, C. G. (2002). *Identity formation, agency and culture: a social psychological synthesis*. London: Lawrence Erlbaum Associates.

- de Haas, Hein (2014). What drives human migration? In B Anderson and M Keith (eds.), *Migration: A COMPAS Anthology*. Oxford: COMPAS.
- Eccles, J., & Gootman, J. A. (Eds.) (2002). *Community programs to promote youth development*. Committee on community-level programs for youth. Washington: National Academy Press.
- Eccles, J., Templeton, J., Barber, B., & Stone, M. (2003). *Adolescence and emerging adulthood: The critical passageways to adulthood*. In M. H. Bornstein, L. Davidson, C. L. M. Keyes, & K. A. Moore (Eds.), *Crosscurrents in contemporary psychology. Well-being: Positive development across the life course* (p. 383–406). Lawrence Erlbaum Associates Publishers.
- EMN Luxembourg (2018). Labour Market Integration of Third Country Nationals in EU Member States. Université du Luxembourg. https://orbilu.uni.lu/bitstream/10993/36919/1/LU%20EMN%20NCP_Labour%20Market%20Integration%20of%20TCNs_2018.pdf
- Erikson, E. H. (1994). *Identity and the life cycle*. New York: Norton.
- Erikson, E. H. (1995). *Childhood and society*. New York: Norton.
- Flick, U. (2009). *An introduction to qualitative research*. Sage Publications Ltd.
- Fligstein, N. & McAdam, D. (2012). *A Theory of Fields*. New York: Oxford University Press.
- FRA (2018). Second European Union Minorities and Discrimination Survey Being Black in the EU. https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2018-being-black-in-the-eu_en.pdf
- Furlong, A. & Cartmel, F. (1997). *Young people and social change: individualization and risk in late modernity*. Buckingham: Open University Press.
- Furstenberg Jr., F., Rumbaut, R. & Settersten Jr. R. (2008). In the frontier of adulthood: emerging themes and new directions. In R. Settersten Jr., F. Furstenberg Jr. & R. Rumbaut (Eds.), *On the frontier of adulthood: theory, research and public policy*. Chicago: The University of Chicago press.
- Giddens, A. (1984). *The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration*. Berkeley: University of California Press.
- Granovetter, M. (1973). The Strength of Weak Ties. *American Journal of Sociology*, 78(6), 1360-1380. Retrieved May 14, 2021, from <http://www.jstor.org/stable/2776392>
- Hawkins, M. T., Letcher, P., Sanson, A., Smart, D. & Toumbourou, J. W. (2009). Positive development in emerging adulthood, *Australian journal of psychology*, vol. 61, no. 2, pp. 89-99, [doi: 10.1080/00049530802001346](https://doi.org/10.1080/00049530802001346).
- Hendry, L. & Kloep, M. (2007). Conceptualizing emerging adulthood: Inspecting the emperor's new clothes? *Child Development Perspectives*, 1, 74-79. doi: [10.1111/j.1750-8606.2007.00017.x](https://doi.org/10.1111/j.1750-8606.2007.00017.x)
- Hendry, L. & Kloep, M. (2012). *Adolescence and adulthood: Transitions and transformations*. New York: Palgrave Macmillan.
- Kerivel, A. (2015). Être adulte en sortant de structures d'Aide sociale à l'enfance, le capital social au cœur de la définition de l'autonomie. *Vie sociale*, (4), 107-127.
- Kerivel, A., Dubéchet, P., James, S., Vysotskaya, V. et Dheilly, C. (2020). Capital social des enfants et des jeunes en Villages d'Enfants et en foyers, pendant le placement et au

- moment de la sortie. Quels accompagnements possibles ? Rapport Intermédiaire Recherche-Action. Paris: Action Enfance.
- Kerivel, A., Dubéchet, P., James, S., Vysotskaya, V. et Dheilly, C. (2021). Des actions auprès des enfants et des jeunes des villages et foyers pour accompagner à l'acquisition de capital social lorsque les liens sociaux ont été mis à l'épreuve de la crise COVID 19. Rapport de recherche-action N°3 dernière étapes. Paris : Action Enfance.
- Kollwelter, S. (2007). Immigration in Luxembourg: New Challenges for an Old Country. Country Profiles. Migration Information Source.
- Le gouvernement luxembourgeois (2018). Accord de coalition 2018-2023. <https://gouvernement.lu/fr/publications/accord-coalition/2018-2023.html>
- Loi du 24 avril 2016 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse), Mémorial A – 81 : www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2016/0081/a081.pdf#page=2
- Lerner, R. M., Fisher, C. B., & Weinberg, R. A. (2000). Toward a science for and of the people: Promoting civil society through the application of developmental science. *Child Development*, 71(1), 11–20. <https://doi.org/10.1111/1467-8624.00113>
- McDonald, S. & Elder, G. (2006). When Does Social Capital Matter? Non-Searching For Jobs Across the Life Course. *Social Forces*, 85, 521-549. 10.1353/sof.2006.0133.
- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (2015). Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg 2015 : La transition de l'adolescence vers l'âge adulte. https://www.jugend-in-luxemburg.lu/wp-content/uploads/2016/03/MENJE_UL_Eds_2015_Rapport-national-sur-la-situation-de-la-jeunesse-au-Luxembourg-2015.pdf
- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (2017). Plan d'action national de la jeunesse (ou Jugendpakt) 2017-2020. <https://men.public.lu/fr/politique-jeunesse/01-jugendpakt.html>
- Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (2010). Plan d'action national pluri-annuel d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010 – 2014.
- Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (2018). Plan d'action national pluriannuel d'intégration. <https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/publications/plan-strategie/integration.html>
- MOVE Report D3.4. 2017. Six internal reports from the countries with the focus on two types of mobility. Internal Report.
- Nannestad, P., Lind, G., Svendsen, H. & Svendsen, G. T. (2008). Bridge Over Troubled Water? Migration and Social Capital. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 34:4, 607-631. DOI: [10.1080/13691830801961621](https://doi.org/10.1080/13691830801961621)
- O'Connor, M., Sanson, A., Hawkins, M. T., Letcher, P., Toumbourou, J. W., Smart, D., Vassallo, S., & Olsson, C. A. (2011). Predictors of positive development in emerging adulthood. *Journal of Youth and Adolescence*, 40(7), 860–874. <https://doi.org/10.1007/s10964-010-9593-7>
- Peterson, C. (2010). Learned Helplessness. In *The Corsini Encyclopedia of Psychology* (eds I.B. Weiner and W.E. Craighead). <https://doi.org/10.1002/9780470479216.corpsy0500>
- Patulny, R. & Svendsen, G. (2007). Exploring the social capital grid: bonding, bridging, qualitative, quantitative. *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 27, no. 1/2, pp. 32-51.
- Putnam, R. (1993). The Prosperous Community: Social Capital and Public Life. *The American Prospect*, 13: 35-42.
- Putnam, R. D. (2000). *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. New York: Simon & Schuster.

- Scales, P. C., & Leffert, N. (1999). *Developmental assets: A synthesis of the scientific research on adolescent development*. Search Institute.
- Shanahan, M. J. (2000). Pathways to adulthood in changing societies: Variability and mechanisms in life course perspective. *Annual Review of Sociology*, 26, 667-692.
- Sheller M, Urry J. (2006). The New Mobilities Paradigm. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 38(2): 207-226. [doi:10.1068/a37268](https://doi.org/10.1068/a37268)
- Schwartz, S. J. (2001). The evolution of eriksonian and neo-eriksonian identity theory and research: a review and integration. *Identity: an international journal of theory and research*, 1 (1), 7-58.
- Seligman, M. E. P. (1972). Learned Helplessness. *Annual Review of Medicine*, 23, 407-412. <https://doi.org/10.1146/annurev.me.23.020172.002203>
- Skrobanek, J., & Jobst, S. (2019). Liquid integration. Thinking beyond conventional understanding. In S. V. Ryazantsev, M. N. Khramova, & A. S. Maksimova (Eds.), *Migration as a resource for socio-economic and demographic development* (pp. 307-321). Moscow Econ-Inform.
- Statec (2021). Évolution de la population totale, luxembourgeoise et étrangère au 1er janvier 1961 - 2021 Documentation du tableau. https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=12858&IF_Language=fra&MainTheme=2&FldrName=1
- Stauber, B. & Walther, A. (2006). De-standardised pathways to adulthood: European perspectives on informal learning in informal networks. *Papers, Revista de Sociología*, 79, 241-262. DOI: <http://dx.doi.org/10.5565/rev/papers/v79n0.835>
- Tomei, G. (2011). Cultural and symbolic dimensions of the migration development nexus: the salience of community. International Migration Institute.
- Van Houte, M. (2016). Transnational Transformations: Coupling Migration and Change. IMI Working Paper Series, 130, 1-23.
- Willems, H., & Milmeister, P. (2008). Migration und Integration. In W., Lorig & M., Hirsch (Eds.), *Das politische System Luxemburgs: Eine Einführung* (1st, pp. 62-92). Wiesbaden, Germany: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Worldometer (2021). Luxembourg Population. <https://www.worldometers.info/world-population/luxembourg-population/>